

ANALYSE ET SYNTHÈSE DE DOSSIERS

S
SUJET

PRÉSENTATION DE L'ÉPREUVE

Objectifs

- Cette épreuve a pour objectifs de vérifier si les candidats :
- peuvent mener une tâche d'ampleur dans une durée limitée ;
 - sont capables de traiter une information de façon objective et complète ;
 - ont l'aptitude de dégager les idées utiles ;
 - savent être concis, efficaces et aller à l'essentiel ;
 - témoignent d'une capacité de rédaction et de présentation.

Supports

- Le support d'épreuve d'Analyse – Synthèse se présente en deux parties :
- dans la première partie, le **cahier de questions** propose les questions suivies des espaces adaptés aux réponses. S'y trouvent également des conseils pour travailler et un barème de notation détaillé en fin de cahier ;
 - une deuxième partie, le **dossier de textes**, est constituée de documents divers (extraits d'ouvrages, de revues, tableaux, illustrations, citations...). Ce dossier est précédé d'un sommaire bibliographique.

Niveau de connaissances

Le travail demandé ne nécessite pas de connaissances particulières. Le support de l'épreuve d'Analyse – Synthèse, le cahier de questions et son dossier de textes, permet de traiter entièrement le travail proposé.

Durée

La durée de l'épreuve d'Analyse – Synthèse est de quatre heures après lecture du cahier de questions et distribution du dossier de textes.

PRÉSENTATION DES QUESTIONS

Questions de repérage

Une référence à la source documentaire est en général contenue dans les questions. Pour y répondre, reportez-vous d'abord au sommaire bibliographique afin d'identifier rapidement le texte concerné.

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Questions d'analyse

Pour les questions d'analyse, la réponse doit être rédigée à partir d'un ou plusieurs documents. La réponse doit articuler les différents éléments de réponse de manière rédigée et synthétique sans se contenter de les lister.

Questions de plan et de titre

Il vous est demandé de proposer une description concise du contenu du dossier de textes. Intitulez et résumez chaque partie le plus clairement et le plus précisément possible.

Pour le titre à donner au dossier de textes soyez synthétique et attentif à sa cohérence avec le contenu du dossier.

Question de synthèse

A la lecture des différents textes, vous vous découvrirez que ceux-ci constituent un ensemble cohérent. La plupart des textes présentés apportent donc des éléments de réponse à cette question qui requiert un véritable travail de composition. Les apports personnels ne sont pas à exclure mais ce sont avant tout les informations du dossier de textes que vous devez traiter. Il vous faut être particulièrement attentif à la forme et au contenu de votre réponse. Construisez un plan, prenez le temps de rédiger une introduction et concluez par ce qui vous est apparu essentiel.

CONSEILS POUR ORGANISER VOTRE TRAVAIL

Lisez d'abord toutes les questions

Lisez attentivement les questions, elles permettent d'entrer dans l'« esprit » de l'épreuve.

Modulez votre temps de travail en fonction du barème de notes

Vous trouverez à côté de chaque question le barème de notes appliqué par les correcteurs. C'est pour vous un élément important d'information afin d'organiser votre temps de travail.

Préparez votre plan de lecture

L'analyse du sommaire et des sources documentaires ainsi que le repérage des informations contenues dans les titres, les illustrations et les encadrés... constituent une première étape essentielle avant toute lecture détaillée.

Pour la question de synthèse, tenez compte des réponses aux autres questions

Les différentes questions qui précèdent celle-ci doivent vous permettre d'identifier les éléments essentiels du dossier de textes.

Rédigez vos réponses de façon synthétique et dans un style personnel

La place dont vous disposez pour répondre aux questions est toujours suffisante. C'est pour vous une indication du volume et du traitement des informations attendues.

Attention : pour toutes les questions, vous devez rédiger la réponse dans un style personnel. Tout au long de cette épreuve, ne vous contentez jamais de recopier ! Les citations ne sont admises qu'exceptionnellement et elles doivent être encadrées de guillemets et accompagnées du nom de l'auteur.



QUESTIONS

QUESTIONS DE REPÉRAGE

- Question 1* (0,5 point) Pour quelles raisons, malgré la monnaie électronique, l'argent demeure-t-il nécessaire ?
- Question 2* (0,5 point) Avant l'arrivée des Européens, les *wampums* étaient utilisés par les indiens pour régler des dettes importantes, surtout entre villages et tribus. Pour quelle raison cessèrent-ils d'être efficaces comme monnaie ?
- Question 3* (0,5 point) Pourquoi la première monnaie chinoise ressemblait-elle à une petite pelle ?
- Question 4* (0,5 point) Qu'est-ce qu'une *monnaie fiduciaire* ?
- Question 5* (1 point) Quelles significations peut avoir l'expression : « Le temps, c'est de l'argent » ?

QUESTIONS D'ANALYSE

- Question 6* (3 points) Pourquoi et comment la *carte à puce* transforme-t-elle la fonction sociale de la monnaie ?
- Question 7* (3 points) Comment l'argent, en tant qu'équivalent général, participe-t-il à l'émergence de la liberté individuelle ? Quelle en est aujourd'hui la contrepartie ?

QUESTIONS DE PLAN

- Question 8* (2 points) Les illustrations 1 à 3 divisent le dossier de textes en trois parties. Intitulez et résumez le contenu de chacune de ces parties.

QUESTIONS DE TITRE

- Question 9* (1 point) Donnez un titre au dossier de textes.

QUESTION DE SYNTHÈSE

- Question 10* (8 points) « Pour autant que l'argent devient absolument commensurable et l'équivalent de toutes les valeurs, il s'élève à des hauteurs abstraites bien au-dessus de l'entière diversité des objets. Il en devient d'autant plus étranger, si bien que les choses les plus éloignées y trouvent un commun dénominateur et entrent en contact les unes avec les autres ». G. Simmel. A l'aide des textes du dossier, analysez le processus de dématérialisation de l'argent et la transformation du lien social qui en résulte.

DOSSIER DE TEXTES

<i>Document 1 :</i>	La nuit des temps	84
<i>Document 2 :</i>	La tirelire à carte	85
<i>Document 3 :</i>	Gondawa	86
<i>Document 4 :</i>	Les baguettes à entailles	87
<i>Document 5 :</i>	Dans la Baie d'Hudson	91
<i>Document 6 :</i>	Le monde des cartes	96
<i>Document 7 :</i>	Monnaies d'hier et d'aujourd'hui	101
<i>Document 8 :</i>	De la monnaie au chiffre	102
<i>Document 9 :</i>	Histoire de la monnaie	104
<i>Document 10 :</i>	Petite histoire de la monnaie	107
<i>Document 11 :</i>	L'argent, question de confiance	111
<i>Document 12 :</i>	Le changeur	117
<i>Document 13 :</i>	Philosophie de l'argent	118
<i>Document 14 :</i>	L'argent, fétiche sacré	122
<i>Document 15 :</i>	L'Argent ou la magie de l'imaginaire	126
<i>Document 16 :</i>	Les métamorphoses de l'argent	131

*Les propos des extraits d'articles et d'ouvrages rassemblés
dans ce dossier n'engagent que leurs auteurs.
La mise en page de ces extraits n'est pas celle des originaux.*

SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 1

LA NUIT DES TEMPS

Barjavel, Presses de la Cité, 1968

Chaque vivant de Gondawa recevait chaque année une partie égale de crédit, calculée d'après la production des usines silencieuses. Ce crédit était inscrit à son compte géré par l'ordinateur central. Il était largement suffisant pour lui permettre de vivre et de profiter de tout ce que la société pouvait lui offrir [...].

Chaque fois qu'un Gonda désirait quelque chose de nouveau, des vêtements, un voyage, des objets, il payait avec sa clé. Il pliait le majeur, enfonçait sa clé dans un emplacement prévu à cet effet et son compte, à l'ordinateur central, était aussitôt diminué de la valeur de la marchandise ou du service demandés.

Certains citoyens, d'une qualité exceptionnelle, tel Coban, directeur de l'Université, recevaient un crédit supplémentaire.

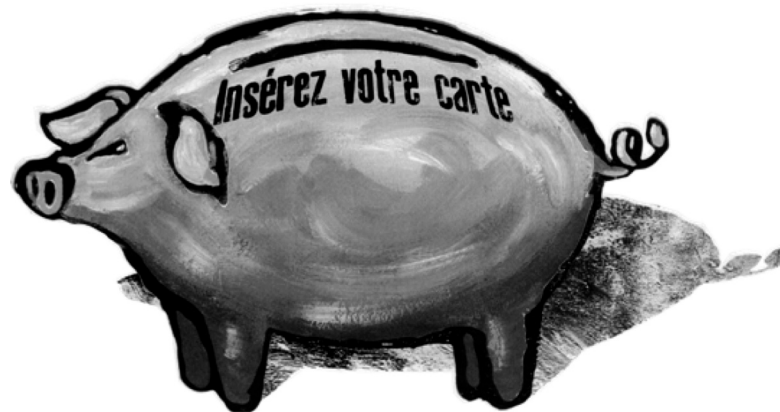
Mais il ne leur servait pratiquement à rien, un très petit nombre de Gondas parvenant à épuiser leur crédit annuel. Pour éviter l'accumulation des possibilités de paiement entre les mêmes mains, ce qui restait des crédits était automatiquement annulé à la fin de chaque année.

Il n'y avait pas de pauvres, il n'y avait pas de riches, il n'y avait que des citoyens qui pouvaient obtenir tous les biens qu'ils désiraient. Le système de la clé permettait de distribuer la richesse nationale en respectant à la fois l'égalité des droits des Gondas et l'inégalité de leurs natures, chacun dépensant son crédit selon ses goûts et ses besoins.

Document 2

LA TIRELIRE À CARTE

Marc Guerra, 2001



SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 3

GONDAWA

Aldo J. Haesler, Librairie Droz, 1995

Gondawa, c'est la Cité radieuse du roman de science-fiction *La Nuit des temps* de René Barjavel, paru en 1968. Il nous conte la découverte par une équipe de glaciologues français d'une cité enfouie sous les glaces de l'Antarctique ; et au milieu de cette cité, d'un œuf en or où sont conservés deux corps au zéro absolu. Les savants appelés du monde entier pour étudier cette civilisation disparue et apparemment beaucoup plus évoluée que la société d'avenir que Barjavel met en scène en guise de futur de notre modernité réussissent à réanimer l'un de ces corps, une femme à la beauté parfaite, Eléa, dont ils parviennent à déchiffrer le langage. Peu à peu, elle leur dévoile les mécanismes de la bonne société de Gondawa, prise dans un conflit sans fin avec la société d'Enisoraï, conflit qui finira par provoquer le cataclysme et la fin de cette civilisation scientifique et harmonieuse. Dans le passage cité¹, Barjavel nous décrit le dispositif central de régulation de Gondawa. Il s'agit d'une bague que l'on remet aux individus.

Cette bague porte toutes les caractéristiques de l'individu, son pouvoir financier, ses caractères psychiques et physiques, son statut social, son lieu de vie, etc. Elle lui permet l'accès à tous les biens et services de la société gonda.

Il ne fait aucun doute que pour Barjavel Gondawa préfigure le meilleur des mondes possibles.

Certes, cette société n'est pas parfaite : on y divorce quelquefois, on y travaille un peu – juste suffisamment pour mériter certains petits luxes auxquels l'inactif n'a pas droit –, on y connaît des revendications estudiantines, et il existe même un « monde gris » où vivent les « sans-bague », les exclus dont Barjavel ne parle qu'accessoirement.

Ce qui est frappant dans ce récit mythique et très évocateur, c'est la concomitance de ces trois aspects constitutifs de la Cité radieuse : le savoir absolu des savants, le pouvoir régulateur absolu des bagues et le dépassement absolu de la rareté grâce aux « usines silencieuses ».

Et c'est moins de son euphorisme technologique que nous aimerions débattre que de la description saisissante de ce régulateur social généralisé qu'est sa bague – et qui pour nous, semble correspondre de manière saisissante au phénomène de la carte dans toutes ses fonctions actuelles et à venir.

Notons, pour la petite histoire, que c'est en lisant ce roman de Barjavel que le vrai-faux inventeur de la carte à puce, Roland Moréno, eut son idée ingénieuse.

1. Voir le document 1 de ce dossier.

«avoir une marque sur sa baguette », qui désigne autant les fautes morales que les dettes économiques.

D'abord attribut du pouvoir, la baguette à entailles se généralise, peut-être surtout dans le domaine de la vente à crédit, c'est-à-dire sous la forme de la baguette double utilisée entre marchands mais aussi entre détaillants et consommateurs. Son utilisation se répand dans les classes populaires, où le système des entailles persiste jusqu'au XX^e siècle : par exemple en France pour payer le boulanger ou le boucher. Plus récemment encore, on en trouve la survivance dans le comptage des tournées au café par une marque sur les dessous de verre en carton. Mais parallèlement, la baguette à entailles fut rapidement disqualifiée comme pratique archaïque et illettrée. Dès le XVI^e siècle se répandent les représentations des marchands en train de tenir leur livre de comptes, lunettes sur les yeux, plume à la main, en même temps qu'ils comptent des espèces sonnantes et trébuchantes de la main gauche. Au XVIII^e siècle, la baguette devient définitivement un attribut des couches sociales incultes, alors qu'un siècle plus tôt, de superbes *tallies* sculptées entraient dans le Trésor de la Banque d'Angleterre.

On distingue habituellement deux types de baguettes, la baguette simple (*single tally*), ou bâton de comptage, et la baguette double (*split tally*), marquée par des encoches sur toute sa largeur puis fendue en deux dans le sens de la longueur, chaque moitié étant conservée par les deux participants à la transaction. Je m'intéresse ici à l'écriture des transactions et non aux techniques de comptabilité utilisées dans la gestion des administrations et des domaines, dont relève la baguette simple. Je reviendrai donc en détail sur le fonctionnement de la baguette double, instrument de transaction par excellence.

L'archivage de la transaction

Voici comment, en 1292, le compilateur anonyme des traités de gestion des domaines de l'évêché de Salisbury formule les quatre éléments présents sur les baguettes doubles. Si on le suit, l'inscription se fait en deux temps : le premier ouvre et le second clôt la transaction. Dans un premier temps, on inscrit d'un commun accord (avant de fendre la baguette en deux) *primo* le nom des deux partenaires de la transaction, *secundo* la « chose » (qualité et quantité) « dont parle cette baguette ». Puis on fend la baguette et chacun en prend la moitié. Dans un second temps, au moment de la fermeture de la transaction, on rapproche les deux moitiés de baguette et on y inscrit, toujours d'un commun accord, bien par bien et quantité par quantité, *tertio* si la contrepartie a été reçue, c'est-à-dire si la « chose » a été « payée » et, *quarto* et *ultimo*, la date à laquelle cette contrepartie a été reçue. Ce système de quatre éléments permet l'archivage de la transaction : un archivage provisoire tant que la transaction à crédit n'est pas finie ; un archivage définitif une fois le règlement effectué. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la présence de deux inscriptions – l'identification du partenaire et la date de paiement – qui sont inutiles s'il s'agit simplement de faire la transaction, non d'en garder une trace par la suite.

Il existe en effet une version simplifiée de ce système, dont on trouve maints exemples sous forme de bâtons entaillés et fendus en deux, sans aucune mention manuscrite. Elle n'utilise que deux de ces quatre éléments, ceux qui sont nécessaires et suffisants pour faire la transaction : la chose dont parle la baguette ; le fait que cette chose a été payée. La chose est représentée par un premier ensemble de traits horizontaux (qui indique une quantité) et son paiement, par une rature en biais venant s'ajouter à ces premiers traits.

Version sophistiquée ou simplifiée

Que perdent les partenaires de la transaction en passant de la version sophistiquée à quatre éléments à cette version simplifiée ? Si l'on suppose que la baguette est utilisée par deux partenaires seulement, pas grand-chose. Leur identification peut être omise sans risque, dès lors qu'il s'agit de partenaires habituels engagés dans des transactions deux à deux (et non d'un gestionnaire engagé dans de multiples transactions comme le domaine de Salisbury). En effet, le simple fait d'être en possession d'une moitié de baguette suffit à indiquer sa participation à la transaction. Quant à la quatrième et ultime inscription, la date du paiement, elle peut également être omise dès lors que les deux partenaires ne tiennent pas de registre de comptes mais se contentent de jeter, ou de réutiliser, la baguette une fois la transaction finie. D'où l'hypothèse que des millions de baguettes médiévales ont disparu. En d'autres termes, la version sophistiquée permet à la fois de suivre l'état des transactions et d'archiver ses comptes, tandis que la version simplifiée est un instrument fondamental de la transaction à crédit : inscription de la chose reçue (premier temps) et quittance (second temps).

Des « preuves littérales »

Quelle est la fonction de la baguette double, dans sa version sophistiquée comme dans sa version simplifiée ? Elle isole à la fois la chose et son paiement du flot des interactions entre les deux partenaires. C'est une technique de réduction du réel à ses seuls éléments significatifs. Ce faisant, elle neutralise en particulier deux éléments importants dans le cours du monde : d'une part, la relation personnelle entre les deux partenaires de la transaction, d'autre part, la durée qui s'est écoulée entre l'ouverture et la clôture de la transaction. Lorsque les deux partenaires se retrouvent pour clore ce qu'ils ont ouvert, ils recollent leurs deux moitiés l'une à l'autre pour les barrer d'un seul trait. Comment mieux signifier que rien ne s'est passé entre-temps, ni amitié ou haine, ni mariage ou ressentiment, ni même le temps qui a passé ? Selon nos sources, la version sophistiquée n'indique qu'une seule date, *quarto et ultimo data regis*, la date du paiement. La version simple n'indique aucune date : tant qu'un seul trait coche la baguette, la transaction est ouverte ; une fois la transaction fermée, on rature ou on jette. Le temps du crédit n'existe pas, il n'a pas de prix, ou plus exactement son prix est contenu dans le prix de l'objet. Ce n'est pas très

SUJET

différent du système actuel des délais de paiement, légaux ou conventionnels, qui ne sont ni considérés ni facturés comme du crédit. S'il ne s'agit pas de crédit au sens économique du terme, la quantité de baguettes doubles détenues par un marchand représente assez bien sa surface sociale : cette-ci est proportionnelle au nombre de ses partenaires et au nombre des transactions ouvertes dans lesquelles il est présentement engagé. Ainsi un vitrail de la cathédrale de Tournai, de la fin du xv^e siècle, représente-t-il un marchand de bière qui porte fièrement à la ceinture un faisceau de baguettes à entailles accrochées à un cordeau.

Enfin, la baguette double peut servir de preuve en justice. Le Code civil français, comme le Code civil italien d'ailleurs, en mentionne toujours l'existence, comme l'une des « preuves littérales » des obligations conventionnelles et du paiement, aux côtés des supports écrits ou électroniques (art. 1333 : « Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail »). La jurisprudence atteste l'existence de ces baguettes jusqu'à la fin du xix^e siècle en France. Que conclure de l'analyse sommaire de ces bâtons à entailles ? Ils nous fournissent un exemple éloquent d'une pratique économique permettant d'enregistrer des transactions sans s'appuyer sur les techniques scolaires de l'écriture alphabétique et numérique. Avec eux s'ouvre un vaste chantier de recherches : l'histoire comparée des inscriptions économiques, au-delà du « grand partage ».

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 5

DANS LA BAIE D'HUDSON

Peter Newman, éditions de l'Homme, 1985

Dans les comptoirs, toutes les marchandises étaient cotées selon leur équivalent en *plues*. Par exemple, deux peaux de loutre, huit paires de sabots d'original ou dix livres de plumes d'oie équivalaient à un *plue*. Une peau d'original ou d'ours noir permettait d'obtenir des marchandises à concurrence de la valeur de deux *plues*. Les Indiens pouvaient donc accumuler un assortiment impressionnant de marchandises en vendant leurs prises, comme l'indique le tableau suivant, extrait des normes du commerce telles qu'elles étaient appliquées au comptoir de la Compagnie de la baie d'Hudson (CBH) à Fort-Albany en 1733 :

Bouilloires de laiton	1 livre pour	1 plue
Brandy	1 gallon pour	1 plue
Colliers de couleur	$\frac{3}{4}$ de livre pour	1 plue
Plombs	5 livres pour	1 plue
Plomb noir	1 livre pour	1 plue
Poudre de fusil	$\frac{1}{2}$ livre pour	1 plue
Sucre	2 livres pour	1 plue
Tabac du Brésil	2 livres pour	1 plue
Tabac du Brésil, en feuilles	1 $\frac{1}{2}$ livre pour	1 plue
Tabac du Brésil, roulé	1 $\frac{1}{2}$ livre pour	1 plue
Vermillon	1 $\frac{1}{2}$ once pour	1 plue

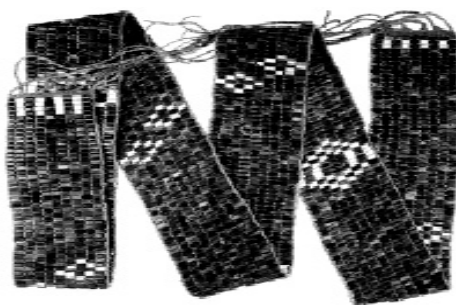
Les pièces de monnaie firent ultérieurement leur apparition pour faciliter la traite des fourrures. Il s'agissait de jetons de monnaie de castor, battus en laiton ou fabriqués à partir des cerceaux des fûts. Ils étaient expédiés de Londres à la baie d'Hudson et estampillés de la fraction de *plue* qu'ils représentaient. Ils jouaient le rôle de devise à l'intérieur des postes de la CBH. Un castor de première qualité valait en général une douzaine de jetons. Une peau d'ours en valait vingt. Les derniers jetons furent des piécettes d'aluminium utilisées pour la traite du renard arctique, dans la région orientale de l'Arctique par la CBH en 1946.

L'évolution de la monnaie au Canada¹

Les premiers colons européens au Canada se servaient de monnaie marchandise. Les fourrures, en particulier, devinrent l'une des principales formes de monnaie et furent acceptées comme moyen d'échange.

Mais les fourrures n'étaient pas les seules marchandises à être acceptées comme monnaie d'échange. En effet, avant l'arrivée des colons européens, les peuples autochtones avaient une économie propre dans laquelle des coquillages, enfilés comme des perles, servaient de monnaie. Les *wampums*, de leur nom algonquin, n'étaient pas échangés très fréquemment parmi les Indiens. Ils étaient davantage considérés comme une réserve de valeur. Ils étaient cependant échangés pour régler des dettes importantes, surtout entre villages et tribus.

Il est intéressant de noter que les *wampums* ont bien servi les Indiens jusqu'à l'arrivée des Européens. Ils cessèrent d'être efficaces en tant que monnaie lorsque, peu après leur arrivée, les Européens découvrirent qu'ils pouvaient les contrefaire. Ce faisant, ils augmentèrent l'offre et détruisirent la valeur des *wampums* et leur utilité en tant que monnaie pour les Indiens.



Une ceinture de *wampum*. Commerce de la fourrure avant la colonisation.

Cependant, la valeur d'un article qui servait de moyen d'échange n'était pas généralisée à toutes les régions. Attendu que les marchandises étaient, au départ, utilisées comme moyen d'échange et qu'elles avaient une valeur intrinsèque, leur valeur variait avec les conditions de l'offre et de la demande. C'est ainsi que les fourrures étaient plus précieuses dans la région des prairies que dans les régions centrales parce que les animaux à fourrure y étaient moins nombreux. De même, les coquillages avaient plus de valeur à l'intérieur des terres que près de la mer.

Avec le temps, on assista à une certaine normalisation de la valeur avec le *plue* qui équivalait à la valeur d'une peau de castor adulte de la meilleure qualité.

1. Fondation canadienne d'éducation économique, 1994.

Après la chute de la Nouvelle-France, les Anglais finirent par refuser la monnaie-carte des colons français. Or, lorsqu'une monnaie n'est pas acceptée partout, elle perd de sa valeur et cesse de servir de moyen d'échange.

Ceci fut donc un coup dur pour les colons français qui découvrirent tout à coup que leur monnaie n'avait plus de valeur. Ceci entraîna chez les premiers Canadiens-français, une très grande méfiance envers la monnaie de papier qu'ils n'acceptèrent que très difficilement par la suite. Ils ne furent d'ailleurs pas les seuls, mais eux, au moins avaient de bonnes raisons de le faire.

A l'aube du développement économique du Canada, il y avait en circulation de nombreuses pièces qui faisaient office de monnaie. On vit même circuler pendant un temps des boutons aplatis ! Ces diverses formes de monnaie finirent par embrouiller le processus d'échange : les gens ne savaient plus quel type de monnaie accepter et quel type refuser, si bien qu'on finit par ne plus savoir quel était le prix des biens et des services relativement aux divers types de pièces en usage.

On s'efforça donc de normaliser le système afin de minimiser la confusion. C'est pourquoi, au début des années 1800, on adopta, dans le Bas-Canada, une loi autorisant les banques à émettre des jetons de cuivre. On espérait ainsi réduire la confusion et faciliter le processus d'échange. Or, pour que cette loi soit respectée, il fallait que les gens aient confiance dans les banques et qu'ils s'en servent [...].

L'évolution du système bancaire au Canada

Les premiers efforts pour fonder des banques au Canada avaient pour but d'imiter les activités bancaires dans des pays comme l'Ecosse, la Hollande et l'Italie.

La première banque établie au Canada dans les années 1790 (à savoir la Banque du Canada ou, comme on l'appelait aussi, la Compagnie bancaire du Canada) fut un échec. Elle ne réussit pas parce qu'elle ne parvint pas à se faire accepter. Tout comme la monnaie repose sur la confiance et l'acceptation du public, les banques ont, elles aussi, besoin que la population les accepte et veuille bien faire affaire avec elles.

Nous avons évoqué les problèmes des pièces de monnaie dans l'économie naissante du Canada. Notre pays connut également des difficultés pour faire accepter un système bancaire.

C'est dans ce climat d'instabilité concernant les différents types de monnaie et les premières banques qu'en 1812 les Etats-Unis déclarèrent la guerre à la Grande-Bretagne. Sir Isaac Brock, récemment nommé Gouverneur du Haut-Canada craignait que les Américains ne tentent d'envahir le Canada. Il voulut donc acheter des armes et autre matériel militaire de façon à se préparer à cette éventualité. Il se trouva cependant entravé par la pénurie d'argent de la colonie. En effet, sans argent, il ne pouvait se procurer le matériel militaire nécessaire.

Brock s'attaqua au problème en émettant une monnaie de papier qu'on appela billets de l'armée pour payer les salaires et acquérir les fournitures nécessaires. Ces billets furent émis en dollars espagnols. Ils ne furent pas acceptés tout de suite mais finirent par gagner la confiance des marchands. Après la guerre, le gouvernement remboursa ces billets en les convertissant en argent ou en or. Ils ne perdirent donc pas leur valeur et aidèrent à rétablir la confiance du public dans la monnaie de papier.

Une fois que le public eût repris confiance dans la monnaie de papier, on renouvela les efforts pour créer des banques. La première banque bien acceptée fut la Montreal Bank, créée en 1817. Elle devint par la suite la Banque de Montréal et reçut sa charte en 1822. Si la Banque de Montréal fut la première à être acceptée, elle ne fut pas la première à recevoir une charte. Cet honneur revient à la Banque du Nouveau-Brunswick, qui reçut la sienne en 1820 ; cette banque fut par la suite reprise par la Banque de Nouvelle-Ecosse.

Avec la création des banques, l'usage de la monnaie de papier (monnaie fiduciaire) s'accrut. Les banques émirent des coupures de papier qui servaient de monnaie comme nos billets d'aujourd'hui. Les gens échangeaient ces billets de banque contre des biens et des services chez les commerçants parce qu'ils savaient que ces billets étaient échangeables, sur demande, contre de l'or ou de l'argent dans les banques qui les avaient émis. La Banque de Montréal émit des billets en dollars américains.

A mesure que de nouvelles banques s'établirent, celles-ci émirent de plus en plus de billets de divers types. Certaines ne réussirent pas. Cette prolifération de nouvelles banques, les unes heureuses, les autres malheureuses, créa un nouveau désordre et souleva de nouveaux problèmes. Le public commença à se méfier des nouveaux billets de ces divers établissements. Un commerçant situé à une grande distance de l'une de ces banques hésitait à accepter un billet émis par cette banque, de peur qu'il ne lui soit pas remboursé.

Cette ambiguïté et cette confusion créèrent la situation idéale pour les faussaires, et ceux-ci prospérèrent. Ces individus sans scrupules créèrent des banques-fantômes qui n'avaient ni siège social ni bureaux. Choisisant un nom qui ressemblait à celui d'une banque canadienne bien connue, ils demandaient à une imprimerie de produire des billets de banque à ce nom. Ces billets étaient alors mis en circulation au Canada et aux Etats-Unis. Cette situation dura assez longtemps, jusqu'au jour où les commerçants et d'autres s'en rendirent compte. Le fait que ces escrocs aient pu se livrer à un tel manège prouve bien que le système bancaire avait des failles. Il fallait changer la situation pour ranimer la confiance dans la monnaie.

Document 6

LE MONDE DES CARTES

Aldo J. Haesler, Librairie Droz, 1995

A l'heure actuelle¹, on recense près d'un milliard de cartes en circulation de par le monde [...]. Par ces cartes, un changement minuscule mais colossal est opéré : peu à peu et sans se rendre compte du phénomène, nous sommes tous devenus des porteurs de « puces » tous reliables et joignables où que nous nous trouvons. Simmel nous parlait de ces fils microscopiques qui relie une personne à une autre et construisent ce qu'on voudra bien appeler une société. Ces fils microscopiques, aux yeux de Simmel, étaient à la base de la sociation humaine : logique du don, échange symbolique, recherche du rapport social et de sa perdurance, voilà ce qui caractérisait la particularité anthropologique de l'homme. Or, que font ces « puces » ? Elles créent « du social » là, où nous le faisons auparavant, elles tissent des fils microscopiques à notre place, modifient nos « arts de faire », là où nous croyions garder une certaine autonomie. Structure minimale d'intégration sociale, le système de la carte prélude une révolution anthropologique en douceur dont l'enjeu – pour minime qu'il soit aux yeux des personnes – n'a jamais été pleinement saisi.

Les cartes de paiement

Avant de connaître cette généralisation comme médiateur ubiquitaire, la carte a été une création du système bancaire et parabancaire. L'électronisation de l'argent et des transactions financières est aujourd'hui connue sous le nom de *monétique*. L'invention de la monétique a correspondu à des besoins très pratiques du système financier : abaissement du coût du système de paiement actuel, sécurisation des transactions, augmentation de la productivité financière, réalisation de l'interbancaire, facilité d'utilisation, fidélisation de la clientèle, réduction des impayés etc. Notons à ce propos que les usagers n'ont jamais été consultés lors de l'introduction de ces nouveaux moyens de paiement ; de plus, aucune étude de marché sérieuse n'a été faite [...].

Les premières cartes de paiement sont nées en 1954 (Diner's Club). Sorte de titre d'identité bancaire, elles passèrent bien vite dans le langage commun sous l'appellation de « cartes de crédit ». En fait, économiquement, ce n'était pas de crédit qu'il s'agissait, mais de simple débit différé, l'organisme émetteur se bornant à déduire du compte de l'utilisateur l'encours de ses dépenses effectuées par le biais de sa carte. En revanche, cet utilisateur jouissait socialement de crédit en tant que personne solvable. L'intérêt de ces premières cartes était à la fois une augmentation de la sécurité – en cela comparables aux chèques Traveller's – et un

1. Evaluation 1994. NDC.

indéniable effet de prestige puisque ces cartes étaient réservées à une clientèle triée sur le volet. Les véritables cartes de *crédit* ne sont apparues que dans les années 80 avec les cartes privatives, c'est-à-dire des cartes émises par des maisons de commerce offrant à leur clientèle une consommation à crédit [...].

Les cartes à mémoire

Un bond qualitatif

Si la première phase de la carte fut intimement liée à l'argent, l'introduction d'une carte dotée d'une mini-mémoire a incontestablement démultiplié ses emplois faisant de la fonction de paiement une fonction parmi d'autres et, surtout, déplaçant la frontière entre le monétaire et le non-monétaire en un amalgame d'où il est de plus en plus difficile de savoir ce qu'il est advenu de l'argent traditionnel. Seconde disparition de l'argent, en effet, puisque après son invisibilisation, il disparaît dans l'amalgame des fonctions compensées par les cartes à mini-mémoire [...].

Ce qui a fait véritablement démarrer les cartes à puce est en fait la résolution d'un problème technique : l'auto-blocage de la carte après trois erreurs d'introduction de code. Le problème de la sécurité se pose en raison du fait qu'auparavant l'Etat assurait le monopole légal des moyens de paiement tout en sanctionnant sévèrement les fraudes relatives aux chèques. Les fraudes (on distingue trois formes principales de fraudes : l'utilisation frauduleuse de cartes volées ou perdues, la production de contrefaçons, la manipulation et le détournement de monnaie) par cartes étant liées à des montants souvent élevés (fraude industrielle) et difficilement repérables, il n'y avait pas d'autres moyens de les combattre qu'en sécurisant les cartes elles-mêmes au maximum. Mais, de cette façon, le contrôle de la « fausse monnaie » passait des mains de l'Etat à celles des ingénieurs-électroniciens. Toute la thématique entourant les notions mystérieuses de « code » et d'encrytptage tourne autour de ce problème. En fait, la puce se contrôle elle-même et protège l'utilisateur non seulement contre des intrusions frauduleuses, mais aussi contre lui-même.

Notons bien ceci : la carte est un « objet singulier », un objet « personnalisé » – portant le code secret de l'émetteur (producteur) et du porteur. Alors que la transaction monétaire traditionnelle supposait l'anonymat et n'avait pas besoin de prendre en considération l'identité des contractants, la transaction encartée ne se fait qu'à condition que soit reconnues l'identité du porteur et celle de la carte. Naguère, nous parlions du « pouvoir libérateur » de l'argent, du fait qu'il suffisait de proposer une certaine somme pour se libérer de n'importe quelle dette, pour se trouver quittes sans avoir à fournir d'autres preuves qu'un certain montant d'argent. Aujourd'hui, ce pouvoir libérateur a disparu : on a beau *vouloir* payer, encore faut-il être reconnu et accepté, encore faut-il pouvoir être admis dans le réseau, avoir effectué les opérations de reconnaissance nécessaires à cette admission.

Autre trait caractéristique qu'on peut relever après cette sommaire présentation : les différentes « zones » que contient la puce. Zone secrète, zone publique, zone de

contrôle, zone transactionnelle, zone de fabrication : il s'agit là d'un véritable microcosme sociotechnique qui règle d'avance l'ensemble des utilisations possibles, les procédures de contrôle et même les procédures d'autodestruction de la carte. Ainsi, l'ensemble des *possibles* est inscrit sur la carte et il ne reste à l'opérateur humain (car tel semble être son statut officiel) qu'à les activer correctement. Toutes ces procédures sont régies par un algorithme dont on peut dire, si l'on simplifie à l'extrême, que l'essentiel des opérations sont des opérations de contrôle et de reconnaissance effectuées à l'aide de chiffres : reconnaître l'identité de la carte, sa validité, l'étendue de ses applications, ses droits d'accès etc. et empêcher que des informations essentielles comme le code secret ne puissent sortir du cadre de la transaction. On peut, à partir de là, formuler une loi générale : plus une carte est simple d'utilisation, plus elle met des fonctions à disposition de l'utilisateur et plus nombreuses et complexes seront ces opérations de reconnaissance et de contrôle.

Cette « loi » est en même temps une tendance générale propre à l'évolution des cartes – et au-delà, propres à l'évolution des moyens de paiement : plus il est élémentaire et primitif et plus l'utilisateur comprend et *doit* comprendre le fonctionnement exact de l'ensemble du système dans lequel agit ce moyen de paiement ; à l'inverse, plus ce moyen est raffiné et ubiquitaire, moins la connaissance de son système est nécessaire, possible et supposée être nécessaire. La conséquence d'un tel système est que cette « machine de banque » est soumise à un télé-contrôle, à une instance vérificatrice qui fixe normes et limites, délais et exceptions, vie et mort de la carte.

Cette instance, anonyme et mystérieuse, c'est le « Centre d'Autorisation » par lequel transitent toutes les informations du réseau. Ce télé-contrôle n'est plus à concevoir dans les termes d'un panoptisme² généralisé, mais d'un « contrôle aux marges ». Ainsi, lors d'une transaction bancaire, la position du compte de l'utilisateur n'est plus vérifiée au coup par coup. Ce que le « Centre d'Autorisation » communique au commerçant ou au Distributeur automatique de billets, c'est si le client est ou non sur une liste noire, s'il a empiété ou non sur sa limite de débit journalière, hebdomadaire ou mensuelle. Tant que l'utilisateur est à l'intérieur des normes qui lui sont assignées et encodées sur la carte, il obtient le feu vert pour l'ensemble des opérations qu'il désire effectuer. Ce méta-contrôle se distingue donc du contrôle traditionnel par le fait que les normes édictées par le système séparent un monde de la liberté relative (en dessous des normes) d'un monde de la contrainte absolue et de l'exclusion. Le rejet, ou pire : l'avalement de la carte par une machine qui, soudain, prend des contours monstrueux, n'admet aucune discussion, aucun ajournement, aucun compromis [...].

2. Panoptique : se dit d'un bâtiment construit de façon à pouvoir, d'un seul coup d'œil, en embrasser tout l'intérieur : *Prison panoptique* (Larousse).

Les nouveaux habits de l'argent

De plus en plus souvent, la carte à puce est utilisée pour des paiements dits « complexes ». Il est certain que l'argent traditionnel était un mode de paiement trop primitif, trop massif pour chiffrer exactement le bien ou le service consommé. On payait un droit d'entrée (à la piscine par exemple) et on était libre de l'intensité de consommation. On pouvait y rester toute la journée, y utiliser à fond tous les équipements et services, et payer autant que l'utilisateur qui venait se bronzer rapidement entre midi et une heure. En règle générale, tout cela concernait l'immense gamme de biens et services qu'on acquérait moyennant paiement forfaitaire. Or, impossible de ventiler ces différences d'intensité, de rareté (exemple : parkings aux heures de pointe), de durée d'utilisation (exemple : le ticket de métro) pour le système de paiement de la monnaie traditionnelle. Avec le système de la carte, tout cela devient évidemment possible à des coûts supplémentaires minimes. Tout comme il est donc possible de raffiner l'évaluation du paiement avec une grande précision, il en va de même du placement, comme le fit remarquer Marc Guillaume. L'argent, ou plutôt, ce qui en tient lieu, la circulation des informations monétaires, a atteint son niveau de fluidité maximale.

Une telle souplesse dans la saisie des coûts effectifs peut encore être mise à profit par les pouvoirs publics. Que l'on fiscalise ou non tel ou tel service ou qu'on le fasse payer directement à l'utilisateur, il est dès à présent possible d'évaluer très précisément ce qu'un citoyen coûte à la collectivité, selon qu'il habite un quartier à risques, selon que ses enfants fassent des études supérieures, selon que son chauffage fonctionne au gaz ou au mazout, selon qu'il fasse un usage plus ou moins intense du système médical, etc. Faute de moyens d'informations suffisamment performants, les pouvoirs publics en étaient traditionnellement réduits à une fiscalisation grossière.

Or, aujourd'hui la congruence entre monétique et dérèglementation ouvre la voie à une saisie de plus en plus fine des coûts effectifs et entraînera tôt ou tard la privatisation de nombreux biens collectifs. Finalement, l'introduction d'un portemonnaie électronique qui, comble de l'évolution, mettra à nouveau en circulation de la monnaie anonyme, permettra aussi de facturer l'ensemble des dépenses anodines qui sont aujourd'hui encore soit gratuites, soit réglées en petite monnaie. On voit donc, à l'instar de ces paiements complexes, à quel point les instruments de la monétique investissent des domaines de la vie courante jusque-là épargnés par l'argent. Gratuité, forfait, tolérance, solidarité - voilà des termes soudain vieilliss, remplacés pour une finesse et une individualisation des calculs de coût qui n'acceptent plus ces zones d'ombre, ces privautés qui, certes, partageaient la société en « profiteurs » et en lésés, en petits malins et en honnêtes payeurs, mais représentaient des domaines de liberté et de jeu où la loi du marché était moins rigoureuse qu'ailleurs [...].

Au-delà des cartes : monnaie digitale et méta-monnaie

Les cartes ne sont pas la phase ultime de la dématérialisation de l'argent et du contrôle. Elles annoncent certes une tendance et si nous avons entrepris leur

étude, c'est qu'elles se situent de plein pied dans cette nouvelle réalité sociale que Gilles Deleuze avait appelé les « sociétés de contrôle ». Pour rendre compte de cette évolution future, il nous faut accéder au cœur du médium monétaire. L'argent se transforme en signe pur – en série de 0 et 1. Ces bits ne codifient pas seulement l'argent, ils sont de l'argent, de l'argent bien plus élémentaire que le langage élémentaire de l'argent lui-même. Il est essentiel, dans ce contexte, de voir que les bits ne sont pas un simple code général, mais un méta-code englobant le code monétaire.

Admettons qu'un paiement soit effectué, codé 1001110001110101 ; ce code renferme à la fois la transaction monétaire, l'identité du payeur et un certain nombre d'autres informations susceptibles d'intéresser l'exploitant du système. Ce code peut transiter dans différents systèmes, se croiser avec d'autres informations, s'enrichir, être archivé, etc. Ainsi, le code binaire rend échangeable tous les signes et toutes les significations. Véritable centre de transit, il est capable de commuter toutes les fonctions imaginables, y compris les fonctions monétaires. Supérieur à l'argent dans l'ensemble de ses caractères instrumentaux, le code binaire est bel et bien une méta-monnaie, un code universel qui, comme le dit Marshall Mc Luhan, remet en question le concept traditionnel de monnaie [...].

La production des richesses ne sera plus assimilable à la production d'une plus-value matérielle, mais à un pur mouvement d'informations. La finalité de l'économie politique serait donc une sémiotique universelle, et la dynamique économique ne serait rien d'autre que la transformation de la réalité en signes. Produire des richesses reviendrait à amputer une part minime de réalité, à la codifier en signes et à laisser les jeux de signes effectuer leurs mouvements complexes. Cette production serait virtuellement infinie, et ce pour trois raisons :

1. la part de réalité prise en charge est effectivement minuscule ;
2. une fois codifiée, rien n'empêche qu'elle se resédimente et puisse servir à un nouveau cycle de codification ;
3. le code digital n'est ni mimétique, ni analogique, mais symbolique. Cela veut dire deux choses :
 - a) « peu » de signes produisent « beaucoup » de sens,
 - b) plus un code est abstrait et plus il peut varier indéfiniment une signification donnée.

Ainsi, le code digital ne serait rien d'autre qu'un langage universel permettant de mettre en circulation toute la richesse sémiologique du monde. Alors que dans le monde marchand cette richesse aboutissait dans le système des prix, à l'appauvrissement de la richesse du monde dans l'inscription monotone des chiffres, la digitalisation ouvrirait un monde virtuellement infini de réalisations possibles. Comme nous en avons fait la remarque, c'est bien le progrès fonctionnel de Simmel que nous retrouvons ici, mais plutôt que de transformer les produits en marchandises, l'échange des bits transforme la réalité en signes.

Document 7

MONNAIES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Sacra-moneta.com, 2009



Tétradrachme d'Athéna, Ag, V^e av. J.-C.



Euro grec reprenant la chouette de laurion



Euro espagnol modifié par un particulier pour figurer Homer Simpson

SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 8

DE LA MONNAIE AU CHIFFRE

Clarisse Herrenschmidt, éditions Sciences humaines, 2008

La monnaie frappée fut la première étape de la constitution du langage écrit des nombres, de la figuration et des calculs, aujourd'hui étendue sur quasiment toute la planète.

La monnaie frappée apparaît vers -600, à une époque où l'écriture des nombres ne se fait pas en dehors de l'alphabet (par exemple : on écrivait « deux cents » mais pas « 200 »).

C'est peut-être grâce à la monnaie qu'une écriture des nombres hors de l'alphabet serait née. Les premières marques monétaires furent des poinçons (fig. 1). Aux VI^e et V^e s. av. J.-C., les poinçons sont remplacés, sur le revers des pièces, par des figures géométriques : on trouve d'abord quatre points équidistants formant un carré (fig. 2), qui s'illustre dans un carré divisé par ses médianes (fig. 3).

Puis les figures géométriques se diversifient (fig. 4) : un carré coupé par ses diagonales ; (fig. 5) : un carré inscrit dans un cercle montrant les problèmes de la duplication du carré et de la quadrature du cercle ; (fig. 6) : un carré divisé par six segments se croisant au centre.

Chacune de ces figures constitue une façon décrire les nombres et leurs rapports, en dehors du système alphabétique. Ce faisant, ces schémas préfigurent l'apparition d'une écriture des nombres détachée de celle de la langue.

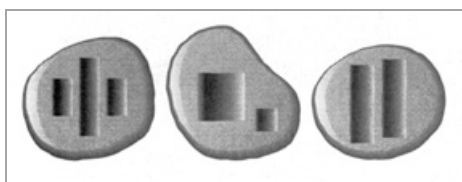


Fig. 1

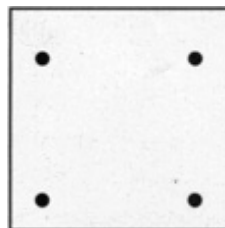


Fig. 2

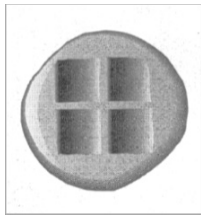


Fig. 3



Fig. 4

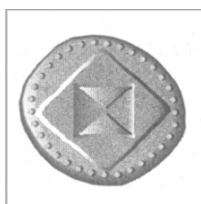


Fig. 5

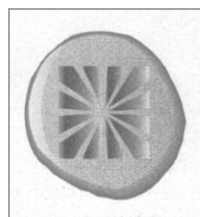


Fig. 6

Pourquoi une écriture monétaire arithmétique ?

Parce que la monnaie met les nombres au centre des échanges. Les figures donnent à voir un portrait de la monnaie : pesée et mesurée, celle-ci établit des relations arithmétiques entre des choses différentes qui n'ont ni la même valeur ni la même nature et sont rendues compatibles grâce aux pièces que l'on compte.

Le problème est posé là où il doit l'être : à l'intérieur de l'histoire de la mathématique grecque ; nos figures géométriques sont sans doute les plus anciens documents mathématiques qui nous soient parvenus et l'action de mathématiciens est sensible dans leur constitution.

La monnaie frappée, pesée et mesurante, fait apercevoir l'un des ressorts de l'attitude scientifique : rendre comparables grâce à un artifice technique toutes les choses en dépit de leur hétérogénéité.

Comment l'écriture des nombres s'est-elle détachée de celle de la langue ?

La monnaie frappée inscrite de figures arithmo-géométriques fut la première étape d'une entreprise immense : détacher les nombres et la mathématique de l'expression linguistique écrite, constituer ainsi le langage écrit des nombres, de la figuration et des calculs, qui a conquis aujourd'hui quasiment toute la planète.

Document 9

HISTOIRE DE LA MONNAIE

Fondation canadienne d'éducation économique, 1994

Notre monnaie n'a, aujourd'hui, que peu de valeur en soi, pour ne pas dire aucune. Notre monnaie de papier n'a vraiment de valeur qu'en fonction de ce qu'elle nous permet d'acquérir. Nos pièces ne valent guère plus. En effet, notre pièce de dix cents ne contient pas 10 cents d'argent pur et notre pièce de cinq cents ne contient pas 5 cents de nickel. Ces pièces ont plus de valeur par ce qu'elles nous permettent d'acquérir (leur pouvoir d'achat) que par leur valeur en métal (valeur intrinsèque). Et c'est probablement mieux ainsi, sinon les gens seraient tentés de fondre la monnaie pour récupérer le métal. Ceci n'a pas toujours été le cas, et il fut un temps où la monnaie avait de la valeur en soi...

Les divers types de monnaie : marchandises, espèces, monnaie fiduciaire

Un objet utilisé comme monnaie peut avoir une valeur intrinsèque, c'est-à-dire une valeur due à son utilité inhérente. Au fil de l'histoire, divers objets ont été utilisés comme monnaie. Lorsqu'un objet sert de monnaie, on l'appelle une monnaie-marchandise. Si l'on décidait de prendre les disques compacts comme monnaie, ils deviendraient une forme de monnaie marchande.

Lorsque la monnaie n'est pas un objet mais est plutôt composée d'un métal précieux tel que l'or ou l'argent, on l'appelle monnaie en espèces, ou simplement espèces.

Lorsque quelque chose sert de monnaie mais ne fait que représenter une valeur sans avoir de valeur en soi, on l'appelle monnaie fiduciaire. Ainsi notre billet de 10 \$ nous permet d'acquérir des biens et des services ayant une valeur de 10 \$, bien que le morceau de papier qui sert de billet de 10 \$ ne vaille pas 10 \$. Ce billet représente 10 \$ de pouvoir d'achat. C'est une monnaie fiduciaire.

La distinction entre monnaie-marchandise, monnaie en espèces et monnaie fiduciaire est très importante. Au tout début de l'utilisation de la monnaie, les gens étaient méfiants et n'acceptaient pas un objet qui représentait une valeur mais n'avait pas de valeur en soi. Imaginez-vous, il y a plusieurs milliers d'années, obligés d'accepter comme paiement un morceau de papier sur lequel figuraient une image et le nombre 10. Il faut avoir vraiment confiance pour accepter quelque chose qui représente une valeur, et les premiers utilisateurs de la monnaie manquaient de confiance.

Une étude de l'histoire et de l'évolution de la monnaie nous permettra de voir comment certains événements ont conduit les gens à accepter la monnaie fiduciaire [...].

De nombreuses années plus tard, lorsque la Grande-Bretagne devint une puissance mondiale, les premières pièces battues dans ce pays reflétèrent l'influence romaine. Elles ressemblaient beaucoup au denier romain. A mesure que la Grande-Bretagne se développa sur le plan militaire et économique, les pièces britanniques furent acceptées comme monnaie sur le continent européen, d'autant plus qu'elles étaient reconnues pour leur poids et pour leur finesse [...]. L'acceptation des pièces de diverses puissances mondiales dans d'autres pays révèle l'une des caractéristiques indispensables pour qu'un objet quelconque puisse servir de monnaie : les gens doivent être prêts à l'accepter.

Et quelle meilleure monnaie que celle de la puissance mondiale de l'heure ? Ainsi, les pièces grecques furent largement acceptées durant l'apogée de la civilisation grecque, les pièces romaines durant celui de l'empire romain et les pièces britanniques lorsque l'empire britannique commença à se développer. Aujourd'hui, la monnaie des Etats-Unis est utilisée partout dans les transactions internationales, ce qui reflète la position de ce pays dans le monde.

Durant le cours de l'histoire, à mesure que les nations prenaient la mer et étendaient leur champ d'action commercial, l'économie mondiale devint plus florissante. Pour soutenir l'accroissement important du nombre de transactions, il fallut de plus en plus de monnaie. L'utilisation de monnaie-marchandise devenait donc de plus en plus difficile, selon la « marchandise » qui servait de monnaie. Des problèmes risquaient de surgir relativement à la quantité, à la portabilité et à l'acceptation générale de la monnaie.

Ainsi donc, avec l'expansion du commerce, l'usage des pièces de métal (espèces) se répandit au détriment de la monnaie-marchandise. Avec le temps pourtant, d'autres changements apparurent dans la monnaie. La Renaissance apporta des améliorations dans la technologie.

Jusque-là les pièces étaient battues. L'invention de la presse à vis donna naissance à des pièces plus stylisées, dont la production était plus régulière et plus normalisée, et qui étaient plus difficiles à contrefaire grâce à l'ajout d'un plus grand nombre de codes de sécurité. Les pièces devinrent beaucoup plus ornées et plus artistiques. La qualité accrue des pièces et la normalisation rendues possibles par la nouvelle technologie aida également à faire accepter la monnaie.

A mesure que les peuples du monde s'habituèrent à la monnaie et acceptaient des pièces spécifiques, ils s'intéressèrent de moins en moins à la valeur intrinsèque des pièces. Les gens s'habituèrent à l'idée qu'une pièce donnée pouvait avoir plus de valeur en fonction de ce qu'elle permettait d'acheter qu'en fonction de sa valeur intrinsèque.

Notons au passage, pour la petite histoire, que la Bohême fabriqua une grosse pièce d'argent appelée un *thaler*. En Hollande, une pièce de la même taille fut baptisée un *daalder*. Elle devint un *dollar* en anglais, terme populaire pour désigner la pièce espagnole de huit *réals*.

Les pièces de deux grandes nations commerçantes, la Grande-Bretagne et l'Espagne, finirent par être utilisées dans le monde entier.

Le Moyen Age est riche de telles manipulations. Il a accredité dans la conscience (ou l'inconscience ?) collective le fait que l'autorité politique utilise la monnaie et la politique monétaire pour :

- se constituer des ressources (dites de seigneurage) ;
- réduire ses engagements (la dépréciation monétaire réduit la valeur des dettes et l'état, c'est bien connu, est toujours endetté !).

D'un point de vue moins polémique on peut constater que la multiplication des pièces de monnaie de toutes valeurs et de toute nature a facilité les échanges économiques.

Les billets ou la monnaie fiduciaire

La monnaie métallique présente trois inconvénients : elle est lourde à porter, il n'est pas facile de se protéger de la convoitise quelle suscite et elle se heurte à des limites physiques de production. Les grandes ruées vers l'or (lors de la conquête de l'Amérique du sud au XVI^e siècle puis en Californie au XIX^e) sont certes mues par des intérêts personnels et des appétits puissants ; elles obéissent cependant à une logique macroéconomique : sans monnaie les échanges ne se font pas et sans échange l'économie « ne tourne pas ». Néanmoins l'invention des billets ne résulte pas d'un raisonnement macroéconomique. Elle est due à la créativité, au sens de l'observation et des affaires des banquiers et s'est faite en plusieurs étapes.

Le reçu et la lettre de change

Les banquiers ont au départ une fonction de protection de l'argent qui leur est remis. Ils donnent en contrepartie un reçu. Ce reçu est la preuve pour celui qui le détient qu'il a de l'argent en banque. Ce reçu peut circuler et servir ainsi de monnaie d'échange. Inventée pour éviter des voyages inutiles à la monnaie métallique, la lettre de change émise par un banquier permet à son bénéficiaire de disposer à un autre endroit et sur une autre banque d'une somme d'argent. A, au lieu d'envoyer des pièces de monnaie à B, lui envoie un droit (la lettre de change), obtenu de sa banque X, de retirer ces pièces auprès de la banque Y. Il revient ensuite aux banques de se compenser entre elles les différentes dettes et créances générées par les lettres de change. On comprend facilement que cette compensation nécessite beaucoup moins de transfert de « fonds » que ceux qui seraient nécessaires en l'absence de ce système. Reçu et lettre de change ne créent pas de pouvoir d'achat : ils facilitent et accélèrent la circulation monétaire, ce qui est déjà un sérieux progrès.

Le crédit créateur de pouvoir d'achat

Le crédit est aussi ancien probablement que l'organisation sociale. En revanche il revient aux banquiers occidentaux d'avoir inventé le crédit créateur de monnaie d'échange. Sous sa forme historique le crédit revient à transférer un pouvoir d'achat entre le créancier et le débiteur. Pierre prête à Paul un

argent dont il se dessaisit. Les banquiers firent la constatation empirique et statistique qu'ils pouvaient prêter à leurs clients, par le moyen de lettres de crédit, dérivées des lettres de change, des quantités d'argent supérieures aux quantités stockées dans leurs coffres. Il leur suffisait de garantir à leurs clients qu'ils pouvaient à tout instant exécuter leur promesse de servir en pièces sonnantes et trébuchantes les demandes faites. L'observation faite que ces demandes ne représentent qu'une part de leurs encaisses les a conduits à envisager de prêter plus que ces encaisses, créant ainsi à l'occasion de ces crédits un pouvoir d'achat *ex-nihilo*. La limite du système est connue : en cas de crise de confiance les clients viennent tous récupérer leurs avoirs et la banque ne peut satisfaire à l'intégralité de ces demandes c'est la faillite et les pertes pour les clients... D'où très rapidement la mise en place de règles de gestion limitant ce risque.

Le billet de banque

Les reçus, lettres de change et de crédit ont toutes la double caractéristique d'être nominatives et échéancées. L'invention du billet de banque consiste à se soustraire à ces deux contraintes ; un billet de banque est anonyme et sans échéance. Cette invention a été faite par un banquier d'Amsterdam, Palmstruck, en 1656. L'idée est de remettre en échange d'une lettre de change non pas des pièces métalliques mais des billets échangeables à tout moment contre de l'or. A l'époque de Colomb l'Europe ne dispose que de 90 tonnes d'or pour ses échanges, on évalue à plus de 100 tonnes ce qui va traverser l'Atlantique pendant les 50 ans de conquête. Les banques privées émirent alors des billets de banque, jusqu'à l'institution par les gouvernements d'une banque centrale s'adjudant le monopole de cette émission, créatrice de monnaie. Pendant des siècles, les billets de banque sont convertibles en or ou en argent (ou les deux, régime du bimétallisme au XIX^e siècle en France). Ils deviennent inconvertibles dans les périodes de crise ou de guerre. Ils le sont maintenant dans le monde entier, depuis la démonétisation de l'or, en 1973. Les billets deviennent alors une monnaie complètement fiduciaire, leur valeur ne reposant que sur la confiance collective.

La monnaie scripturale

Les techniques comptables évoluant, les banquiers s'aperçurent qu'il était possible de retrouver une capacité de création monétaire (perdue du fait du monopole étatique de l'émission de billets) en franchissant un pas de plus dans l'abstraction. Quand un client vient demander à son banquier un crédit de 100 et dans la limite de certains ratios de gestion (essentiellement, la nécessité de conserver auprès de la banque centrale des réserves obligatoires et de la monnaie sous forme de billets et de pièces, en proportion des compte courants de ses clients) il est possible à ce banquier de créer le pouvoir d'achat correspondant (qui sera détruit à échéance du remboursement du crédit). La technique est la même que celle décrite ci-dessus.

SUJET

Comptablement, elle s'exprime simplement : le banquier inscrit à son actif un prêt de 100 et à son passif (sur le compte courant du client) le même montant de 100. Quand le client utilise l'argent de son compte courant pour ses dépenses il fait circuler cette monnaie créée *ex-nihilo*. La monnaie scripturale représente aujourd'hui en France plus de 85 % de la masse monétaire, et plus de 80 % en Europe.

Innovation	Siècle	Pays
Banque	11 ^e s.	Italie
Sociétés commerciales	12 ^e s.	Italie
Lettre de change	13 ^e s.	Italie
Comptabilité en partie double	14 ^e s.	Italie
Assurance contre le risque de mer	14 ^e s.	Italie
Endossement des lettres de change	16 ^e s.	Anvers/ Europe du Nord
Société par actions	16 ^e s.	Angleterre
Escompte des effets de commerce	16 ^e s.	Europe du Nord
Bourse	16 ^e s.	Anvers
Chambre de compensation	17 ^e s.	Amsterdam
Billet de banque	17 ^e s.	Amsterdam
Banque centrale	17 ^e s.	Angleterre
Système financier, marché des changes	18 ^e s.	Europe du Nord (Amsterdam et Londres)

ANALYSE ET SYNTHÈSE

L'ARGENT, QUESTION DE CONFIANCE

Damien de Blic, La découverte, 2007

S'il existe une définition technique de la monnaie fiduciaire (la monnaie-papier ou le billet de banque), toute monnaie est en fait fiduciaire par essence, puisque son existence suppose qu'on lui accorde foi (fides) et confiance. L'argent n'est donc pas un simple prolongement « naturel » ou fonctionnel de l'économie du troc car il suppose des réquisits sociaux bien précis [...]. Les réalités sociales, politiques ou culturelles ne viennent pas s'ajouter à l'économie monétaire comme des éléments extérieurs, éventuellement perturbateurs : ils sont la condition de son existence.

Réseaux monétaires et confiance systémique

La confiance, rappelle Niklas Luhmann [1968], offre la possibilité de faire « comme si » l'avenir présentait un minimum de régularité ou de stabilité. Dans le cas de l'argent, la confiance rassure son possesseur sur la possibilité d'actualiser quand il le décidera le potentiel d'acquisition qu'il promet. Or cette confiance dans la stabilité de la valeur de l'argent ne peut se former et se maintenir qu'à certaines conditions. Nigel Dodd [1994] entend ainsi montrer que la circulation d'argent ne dépend pas tant des usages auxquels il est destiné que de l'existence de réseaux monétaire (*monetary networks*). Un réseau monétaire correspond en fait à un circuit d'informations au sein d'un ensemble de relations sociales stabilisées dans un espace géographique délimité. Dans un système de troc, chaque transaction est coûteuse en informations car elle suppose une évaluation réciproque de la loyauté des partenaires, de l'authenticité des objets échangés et de la possibilité de pouvoir échanger ces objets à nouveau dans l'avenir.

L'échange monétaire dispense précisément de cette recherche d'informations en dépersonnalisant la transaction. Ce n'est pas à celui avec qui l'on échange que l'on fait confiance mais au réseau qui doit garantir la possibilité d'un usage futur de l'argent. C'est la qualité du réseau et des garanties qu'il offre qui justifie la confiance.

Par opposition aux formes « personnelles » de confiance, Luhmann qualifie de « systémique » la confiance dans un système monétaire qui semble suffisamment garanti contre des dysfonctionnements : « Celui qui possède de l'argent n'a pas besoin de faire confiance aux autres. La confiance généralisée dans l'institution de l'argent remplace alors par un acte global les innombrables témoignages individuels de confiance » [1968].

S
SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

La confiance systémique acquise, les individus n'auront plus que rarement l'occasion de s'interroger sur les motifs pour lesquels ils font ou non confiance à l'argent, tant que s'enchaînent les expériences concluantes relatives à l'utilisation de l'argent [...].

Les sources politiques de la confiance

Dans les sociétés occidentales, l'autorité politique assure généralement le rôle de garant institutionnel de la confiance dans l'argent. Cette garantie est d'autant plus efficace que les Etats se donnent les moyens de stabiliser la valeur de l'argent dans le temps par une monopolisation progressive de l'émission d'argent et du monnayage. Cette opération contribue à faire de la souveraineté monétaire un élément constitutif de la souveraineté politique.

En Europe, les événements monétaires revêtent des significations politiques. L'adoption par les premiers Carolingiens du système monétaire issu de Rome et de Byzance (livre, denier, sou) correspond ainsi à une volonté d'affirmer la continuité des prérogatives impériales.

De même, lorsque Saint-Louis décide en 1266 de faire frapper un écu d'or, il s'agit autant de répondre à une demande du marché de « grosse monnaie » que de se poser en égal de l'empereur du Saint Empire romain germanique, tant la frappe d'or est « tenue pour l'une des prérogatives les plus symboliques de la souveraineté ». La diffusion des pièces frappées par le pouvoir royal offre d'ailleurs un excellent indicateur du degré d'unification politique d'un territoire.

Le monétaire, le politique et le symbolique sont ainsi enchevêtrés : le nom, la forme, le type d'une monnaie sont dépositaires d'une idéologie politique. Dans le système bimétallique qui prévaut en France tout au long du Moyen Age, le rapport de valeur entre les deux métaux monétaires (1 sou d'or égal 12 deniers d'argent) est fondé sur le « chiffre idéal et quasi mythique » 12 qui reste à peu près constant jusqu'à la conquête du Nouveau Monde et de ses mines d'or et d'argent. Le choix de nommer une monnaie le « franc », le louis, le napoléon repose sur des effets sociaux et politiques attendus.

Jean Favier a montré le lien entre la création du « franc » en 1360 et la crise traversée alors par l'autorité royale. La figuration sur la nouvelle monnaie d'or du roi non plus en majesté mais en position équestre et armé comme un simple chevalier en guerre, correspond ainsi symboliquement à une volonté des féodaux de minimiser, en l'absence du roi captif en Angleterre, la souveraineté de ce dernier au profit de sa simple suzeraineté.

Le nom « franc » affirme de lui-même une identité plus nationale (le contexte est celui d'une reviviscence du mythe de l'origine troyenne du peuple franc) que royale. Parce que le nom des monnaies nationales est souvent porteur d'un « univers mythologique » partagé, les communautés monétaires tiennent souvent au nom de leur monnaie, le franc, le dollar, etc. Les phénomènes d'attachement monétaire sont d'autant plus forts qu'une

monnaie est collectivement associée à un événement fondateur – libération, unification ou indépendance nationale – comme on a pu le remarquer lors du passage à l’euro avec le franc belge, la drachme grecque, la lire italienne ou le mark allemand.

Economistes contre sociologues ?

Simiand, fidèle disciple de Durkheim, s’est souvent plu à polémiquer avec les autres disciplines en cherchant à démontrer la supériorité de la démarche sociologique. Son article sur la monnaie comme « réalité sociale » [1934] lui offre l’opportunité d’une critique, aux allures parfois pamphlétaires, de la science économique. Les économistes sont accusés par le sociologue d’avoir dénaturé la monnaie en se contentant d’une définition purement fonctionnelle. En l’envisageant comme un simple moyen, en opérant un « subterfuge » consistant à supprimer par le biais du prix tout rapport subjectif aux marchandises, l’économie s’interdirait de produire toute théorie réaliste de la monnaie. Refusant d’expliquer une institution ou une règle sociale par « la commodité que l’homme d’aujourd’hui y aperçoit, par la raison qu’il y découvre dans son cabinet après coup ». Simiand dénonce le caractère illusoire d’une recherche de l’origine de la monnaie dans le troc. « Quelqu’un a-t-il jamais montré où et quand, en fait, les hommes, les sociétés sont, par convention de commodité, passés d’un troc en nature à un échange par moyen monétaire ? » Les agents humains ne doivent pas être réduits, comme s’emploierait à le faire la science économique, à des « porteurs de marchandises » ni les échanges à d’ uniques calculs rationnels.

Pour Simiand, ce sont les qualités symboliques propres à certains objets, comme les ornements ou les parures, qui les rendent aptes à être utilisés comme monnaie, et non leurs propriétés matérielles (leur maniabilité, par exemple). S’il s’agit bien de choisir les objets en fonction de leurs qualités intrinsèques, ces qualités ne sont pas seulement pratiques, elles sont sociales. C’est en ce sens que Simiand peut qualifier la monnaie de « réalité sociale » : elle est porteuse de symboles et ses usages sont incompréhensibles si l’on ne tient pas compte de la culture et des relations sociales dans lesquelles elle circule. Il ne faut pas séparer la monnaie des ensembles sociaux auxquels elle appartient et il est indispensable de s’intéresser à ses représentations intellectuelles et affectives dans les groupes sociaux.

Ingham [1998] reprend, bien plus tard, des arguments similaires, accusant à son tour les économistes d’être à l’origine d’un déficit théorique qui expliquerait la difficulté des sciences sociales à rendre compte de cette institution pourtant centrale de la vie sociale qu’est l’argent. L’argent serait finalement devenu ce qu’en a fait l’économie classique : un voile cachant l’économie « réelle ». La posture économique aurait, selon Ingham, doublement handicapé la sociologie : ayant absorbé l’approche fonctionnelle sans critique, elle aurait abandonné un champ d’étude prometteur et elle aurait accepté une

S
SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

définition inadéquate de l'argent excluant l'interrogation sur ses origines sociales et ignorant ses formes symboliques. S'il est raisonnable de montrer les limites d'une approche neutraliste de la monnaie, il l'est moins de supposer son acceptation sans condition par l'ensemble de la recherche économique. Toute la science économique n'est pas inféodée à la théorie de la monnaie-voile, loin s'en faut. C'est au sein même de la discipline que l'hypothèse d'une neutralité de la monnaie a été le plus frontalement contestée. Alors même que Simiand fait le procès des économistes, Keynes [1935] développe une théorie de la monnaie qui ne s'appuie pas sur le modèle d'un acteur calculateur et rationnel mais qui intègre les rapports psychologiques, affectifs, voire pulsionnels à l'argent. S'intéressant aux motifs de détention et de demande de monnaie (spéculation, précaution, etc.), Keynes tient compte de la dimension du temps. La possession de monnaie apaise l'inquiétude d'agents incertains quant à l'avenir et, en ce sens, la monnaie est un « lien entre le présent et le futur ». En expliquant les motifs psychologiques de la thésaurisation – dont l'existence est en soi une négation de la théorie du voile –, Keynes rompt avec l'économie classique [...].

L'inconvertibilité ou l'argent comme « signe pur »

Tant que l'argent s'offre sous l'aspect d'une monnaie métallique, sa fonction de réserve de valeur semble assurée par les métaux qu'elle incorpore, même si les cours de l'or ou de l'argent qu'il contient sont soumis à variations. De même, tant que le billet de banque reste convertible en métal, or ou argent, il peut encore se présenter comme un « substitut provisoire en attente de conversion ». Lorsque le président américain Richard Nixon décida le 15 août 1971 de suspendre la convertibilité du dollar en or, décision qui affecta l'ensemble des économies monétaires à travers le marché mondial des changes, l'argent se donna à voir comme ce qu'il est vraiment, une institution sociale, dimension longtemps masquée par son support métallique. L'argent ne peut plus s'interpréter que comme un « signe pur » qui ne réfère désormais à plus rien d'autre qu'à lui-même (on parle alors de monnaie autoréférentielle). Il n'est plus que fiduciaire, sa garantie ne tient plus que dans la confiance dont il jouit au sein de la communauté monétaire qu'il fonde et sur celle dont bénéficie l'autorité qui l'émet.

Les « monnaies parallèles » contre la souveraineté monétaire

Considérant la monnaie comme un attribut central de la souveraineté, les Etats européens prétendent, depuis la fin de la féodalité, maîtriser totalement l'espace monétaire national en imposant une monnaie unique, relevant d'une seule autorité, et en éliminant toutes les autres sources d'émission monétaire. Les monnaies nationales ont donc pour vocation idéale de couvrir l'ensemble des pratiques monétaires. Or ce principe de l'exclusivité monétaire nationale semble dans les faits constamment battu en brèche.

Jérôme Blanc [2001] montre que coexistent toujours sur un territoire souverain donné, à côté de la monnaie nationale, divers instruments couvrant une partie des pratiques de compte ou de paiement sans disposer toutefois de statut juridique : ce sont les monnaies parallèles. Blanc recense plusieurs dizaines de ces instruments et note que leur nombre tend à s'accroître depuis le dernier quart du XX^e siècle dans l'ensemble des économies. Figurent au titre de ces monnaies parallèles aussi bien les monnaies étrangères utilisées concurremment à la monnaie nationale que les bons d'achat émis par des enseignes commerciales. On peut classer ces instruments en fonction de leur degré de validité temporelle – restreinte dans le cas d'un ticket restaurant dont la durée de vie est limitée à quelques mois ou d'un bon d'achat valable six mois – ou sociale – des millions d'utilisateurs de dollars dans la Russie des années 1980-1990 aux quelques dizaines de membres d'un système d'échange local.

Les monnaies nationales ne parviennent jamais en pratique à saturer le champ des pratiques monétaires. Le projet d'une souveraineté monétaire absolue échoue et l'idée d'une monnaie qui posséderait un caractère universel ou illimité se heurte toujours à la réalité de la coexistence d'une multitude d'instruments monétaires.

L'euro, énigme monétaire

Dans la perspective d'une sociologie politique de l'argent, l'euro offre un remarquable cas d'étude. Karl Polanyi [1944] situe la mise en marche d'un processus de marchandisation de la monnaie au XIX^e siècle, parallèlement à la constitution d'un marché de la terre et du travail. Ce processus correspond pour l'auteur à une dissociation de la question monétaire et de l'autorité politique : la notion même de souveraineté monétaire serait battue en brèche par le principe d'autorégulation par le marché. L'attribut essentiel de la souveraineté qu'est la monnaie tend dans ce cadre à laisser la place à un simple support faisant l'objet d'une régulation concurrentielle, à travers les marchés des changes notamment. Or, si Polanyi anticipe des phénomènes encore largement inachevés au moment où il écrit, le cas de l'euro mis en place au début du troisième millénaire pose fortement la question de la signification politique et sociale d'une monnaie effectivement dissociée d'une souveraineté politique.

Lorsque le projet de monnaie unique fut lancé par la Commission européenne en 1985, il s'agissait pourtant tout autant d'un projet économique – institution d'un marché unique – que d'un projet politique – relancer la construction européenne : précisément parce qu'une communauté monétaire est toujours indissociablement une communauté politique. Cette dimension politique est toutefois problématique dans le cas d'une monnaie, l'euro, qui présente l'originalité de ne pouvoir s'appuyer sur un pouvoir souverain identifiable. Beaucoup se sont interrogés sur cette absence de souveraineté

SUJET

démocratique vis-à-vis de laquelle l'institution émettrice, ici la Banque centrale européenne (BCE), pourrait rendre compte de sa mission. Le droit qui constitue la souveraineté monétaire nouvelle n'est pas conféré par un législateur émanant du suffrage universel européen mais par les banques centrales nationales. Le pouvoir exercé par la Banque centrale européenne n'est pas inséré dans un ordre social démocratique, ce qui pose la question de la légitimité politique de la monnaie nouvelle. Ce lien problématique à une souveraineté se remarque d'ailleurs assez vite au fait que l'euro ne peut s'appuyer sur aucun des symboles forts de souveraineté auxquels nous ont habitué les monnaies nationales. Le nom même d'« euro » se révèle particulièrement faible en contenus « mythiques » et l'absence de toute représentation humaine sur les billets libellés en euro tend à produire un « vide identificatoire ».

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 12

LE CHANGEUR

Marinus van Reymerswaele, vers 1540, peinture exposée au National Gallery



SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

PHILOSOPHIE DE L'ARGENT

Thierry Rogel, éditions Sciences humaines, janvier 1997

« Plus la vie sociale est régie par l'économie monétaire, et plus s'imprime efficacement et, distinctement, au sein de la vie consciente, le caractère relativiste de l'être étant donné que l'argent n'est rien d'autre que la relativité des objets économiques, incarnée dans une figure spéciale et signifiant leur valeur. » (Georg SIMMEL, *Philosophie de l'argent*, p. 662)

Pour Simmel (1858-1918), l'argent a servi, historiquement, à mesurer non seulement les choses mais aussi les hommes. L'argent a participé à la liberté individuelle, mais devenu une fin en soi – et non plus un simple moyen d'échange – il participe également à la tragédie de la culture moderne où la valeur des choses prend le pas sur celle des personnes.

Ecrit en 1900, ce livre constitue aux yeux de nombreux commentateurs l'ouvrage majeur de Georg Simmel.

Partisan du pluralisme méthodologique, il multiplie les points de vue (philosophiques, esthétiques, sociologiques, économiques), rappelant qu'il n'existe pas d'entrée unique dans l'analyse d'un phénomène et qu'aucune démarche ne permet à elle seule de comprendre la totalité du réel.

Il y a également chez Simmel un refus, celui du « substantialisme ». Un phénomène social n'étant pas une entité autonome qui prend sens en soi, mais le résultat d'interactions.

Le problème de la valeur

En dépassant les approches traditionnelles de la valeur (en termes d'utilité ou de travail), Simmel élabore une théorie selon laquelle ce qui fonde la valeur de l'objet c'est ce qu'on a dû sacrifier pour l'obtenir. Ainsi, l'objet n'acquerra de prix aux yeux d'une personne que s'il est suffisamment proche pour susciter le désir et suffisamment éloigné pour justifier des sacrifices. Cependant, l'individu va être confronté, au cours des échanges, à l'appréciation de la valeur faite par les autres. On retrouve ici le processus d'« objectivation », concept majeur chez Simmel. Au cours de l'échange, un prix va se mettre en place dans le cadre des mécanismes de marché, prix qui apparaît bientôt comme une donnée objective, c'est-à-dire qui s'impose aux consciences individuelles. Pour résoudre le problème de la valeur de l'argent, Simmel apporte une réponse en trois temps. Tout d'abord, l'argent n'a pas besoin d'avoir une valeur intrinsèque (ou « valeur substance ») pour assurer ses fonctions économiques. Il lui suffit d'être accepté par tous (ou « valeur fonction ») comme équivalent général.

Cependant, il a bien fallu qu'à l'origine l'argent possède une valeur propre ou « valeur substance ». Simmel suppose que les premières monnaies ont dû être des parures ayant une valeur en elles-mêmes. Cette valeur intrinsèque doit être conservée pour que le marché puisse s'étendre géographiquement et puisse mettre en présence des inconnus n'ayant d'autres liens que marchands. Enfin, au-delà de sa valeur-fonction et de sa valeur-substance, l'argent possède des composantes « extra économiques ». Objet de fascination, marque ostentatoire de richesse, il peut être désiré pour lui-même.

L'argent et l'émergence de l'individu

Simmel montre en quoi la diffusion de l'argent participe à l'émergence de la liberté individuelle. En effet, par son statut d'équivalent général, c'est le seul bien qui permet tous les usages. Une somme d'argent me donne la possibilité d'acquérir à ma convenance des bijoux ou des livres. Tandis que le troc limite, par sa nature propre, l'autonomie d'action de l'individu. D'autre part, la monétarisation de l'économie a permis de libérer le travail de la tutelle personnalisée (comme l'était le servage) et de passer à une contrainte impersonnelle (comme le salariat). L'argent a donc des effets libérateurs même si le salarié qui se libère de la tutelle personnalisée est ensuite soumis aux aléas du marché du travail.

Simmel s'attache ensuite à montrer les effets contradictoires de l'argent sur les relations humaines. Selon lui, la monétarisation des relations sociales a contribué à l'essor de l'individualité. Ainsi, « wergeld », c'est-à-dire l'amende que l'on doit payer en cas de meurtre à la famille de la victime, ainsi que le mariage par achat furent dans un premier temps un moyen de transformer le qualitatif en quantitatif. Cela permettait une comparaison entre les individus. Puis, l'évolution conjuguée de l'individualité et de l'économie monétaire a permis de prendre conscience de la « valeur » de l'individu et a finalement conduit à admettre que la personne humaine n'a pas de prix. Cependant, cela n'interdit pas que l'argent puisse, à certaines étapes de l'évolution, entraîner un déclin du sentiment de la personne humaine : c'est le cas des effets de la corruption, de la prostitution. L'argent participe donc à la fois à l'émergence de l'idée démocratique, mais en rendant, dans le même temps, le monde plus impersonnel et plus violent.

Plus qu'un simple instrument économique, l'argent est aussi une institution. Il ne concerne pas simplement deux individus engagés dans l'échange. Par son caractère d'équivalent général, il met face à face un individu et l'ensemble de la communauté. Pour que l'échange ait lieu, il faut que toute la société reconnaisse à l'argent une même valeur. Mais cela ne peut se faire que s'il existe des institutions et un réseau dense de relations sociales : il est donc un produit des structures sociales. A l'inverse, l'argent agit sur la structure sociale en favorisant notamment l'émergence de groupes sociaux nouveaux tels que les marchands, les banquiers ou les fonctionnaires.

Argent, évolution sociale et style de vie des sociétés

Par ses qualités « d'équivalent général » l'argent apparaît comme un « outil universel » destiné à tous les usages. Il ouvre de nouvelles possibilités d'action, permet à chacun de réaliser ses fins particulières (que Simmel nomme les « séries téléologiques »). Cela donne à la société une plus grande créativité, mais aussi une plus grande incertitude. De plus ; l'usage de l'argent va troubler le sens profond que nous donnons à la vie. D'abord, parce qu'il renforce le développement du calcul et de l'intellect, et ensuite, parce que de moyen il deviendra une fin, reléguant au second plan les autres fins telles que la famille et la religion.

L'usage de l'argent va également favoriser l'émergence de dispositions psychologiques caractéristiques : la cupidité (quand seul le désir d'argent domine), l'avarice, la prodigalité (quand la jouissance n'est pas dans l'objet mais dans la dépense elle-même) ; la pauvreté ou le dénuement (lorsque cela traduit la recherche du salut de l'âme par le refus de l'argent). Cependant, les deux dispositions qui correspondent le mieux au contexte de la métropole moderne sont celles du cynique (qui met volontairement toutes les valeurs sur le même plan) et celle du blasé (qui n'est plus conscient des différences de valeur) ; l'argent qui rend toutes choses comparables renforcera cet effet de nivellement des valeurs.

Enfin, l'argent participe à la constitution du « style de vie » des sociétés que Simmel caractérise par trois concepts : distance, rythme et symétrie.

L'argent, par son caractère mobile et impersonnel, tend à favoriser les associations à distance et reposant sur des intérêts très circonscrits (le cas le plus typique étant celui des sociétés anonymes) et il rend possible la coexistence dans les grandes agglomérations où il est nécessaire que l'on n'engage pas la totalité de sa personnalité dans les échanges sociaux. Mais, à l'inverse, il détruit les relations où l'on s'engage pleinement en n'épargnant que la famille et l'amitié et, à l'autre extrême, les grandes communautés (la patrie ou l'humanité). Par ailleurs, il tendra à accélérer et à régulariser le rythme propre à une société, notamment dans la sphère économique, en premier lieu parce que la création monétaire va accélérer les échanges et faciliter les prises de risque. De plus, en homogénéisant les marchés par l'abaissement du prix relatif des biens de luxe, il va participer au rapprochement des classes sociales, accroître les phénomènes d'imitation et de distinction et accentuer les effets de mode typiques des sociétés urbanisées.

La tragédie de la culture

Au cœur de la thèse de Simmel, il y a cette contradiction caractéristique des sociétés modernes : le développement de la division du travail ; de la consommation de masse et de l'économie monétaire ont permis la libération de l'homme par rapport aux contraintes des sociétés traditionnelles favorisant la plus grande liberté de l'individu.

L'ARGENT, FÉTICHE SACRÉ

Eugène Enriquez, Desclée de Brouwer, 1999

L'argent participe, d'évidence, à la sphère du sacré. Quelques citations glanées parmi les meilleurs auteurs et reprises dans de forts bons livres sur l'argent : l'argent est « le Dieu visible » (Shakespeare), « L'argent est un mot du diable » (Luther), l'argent est « le seul culte actuel » (Heine), l'argent est « un des grands mystères du monde » (Ernst Jünger), « les temples des temps modernes sont des bourses » (Emile Zola).

L'argent comme une forme permettant la corticalisation de la société

On peut, sans qu'il s'agisse pourtant d'une comparaison hasardeuse, établir une comparaison entre l'argent et le mythe. Nous savons, en particulier grâce aux beaux travaux de J.-P. Vernant que si le mythe est par un de ses aspects une parole affective provoquant chez l'auditeur « un processus de communication affective avec les actions dramatiques qui forment la matière du récit » et une mise en acte, conséquences de la *mimesis* dans la vie quotidienne du message contenu dans le mythe, s'il est également la traduction des fantasmes individuels et collectifs les plus primitifs concernant la possibilité même de l'existence, s'il ouvre enfin au jeu du vertige et de l'excès, il est, par un autre aspect, un système conceptuel permettant aux individus d'une société de penser de manière ordonnée les relations de la nature et de la société et d'assurer la fonction symbolique. Sans celle-ci, les membres d'un groupe seraient incapables de penser de manière unifiée, de se soumettre à la même *épistémè*, de développer un même paradigme pratique, de mettre en œuvre un imaginaire social commun.

L'argent de son côté n'est pas que l'objet des pulsions et des désirs ni l'embrasseur des passions les plus démentes, comme nous l'avons indiqué plus haut, il est le signe de l'intellectualisation de la société, ce qu'avaient perçu Comte et Binet et même antérieurement Balzac qui s'était rendu compte que « l'exploitation de l'homme par l'homme était remplacée progressivement par l'exploitation de l'homme par l'intelligence ». C'est à G. Simmel que nous devons la mise en pleine lumière de cette caractéristique. Il écrit : « Pour autant que l'argent devient absolument commensurable et l'équivalent de toutes les valeurs, il s'élève à des hauteurs abstraites bien au-dessus de l'entière diversité des objets. Il en devient d'autant plus étranger, si bien que les choses les plus éloignées y trouvent un commun dénominateur et entrent en contact les unes avec les autres ». Comme le disait Comte de manière imagée, les hommes passent « de l'arbre de chacun à la forêt et au Dieu de la forêt ».

Ce processus d'abstraction (qui permet le passage des bracelets de cuivre aux pièces lydiennes, à la monnaie fiduciaire et aux cartes de crédit, si nous pouvons nous permettre un tel raccourci) est puissamment aidé par l'étrange complicité que l'argent noue avec les deux catégories essentielles de l'entendement humain : le temps et l'espace.

Tout le monde connaît bien maintenant l'adage de Franklin : « Le temps, c'est de l'argent » largement commenté par Max Weber. Mais tout le monde n'en a pas perçu les implications réelles. Une implication est évidente : chaque homme, dans une économie capitaliste (et non dans une économie de marché qui existe depuis les Phéniciens), peut vendre sa force de travail intellectuelle ou manuelle, à chaque moment, contre une rémunération, plus ou moins proportionnelle à ses efforts. Une autre implication est assez bien perçue depuis l'invention de l'usure et ensuite du crédit ; chaque moment peut permettre à celui qui dispose de sommes monétaires de voir celles-ci fructifier, sans travail attendant, sous le seul effet du temps d'exercice de l'usure et du crédit. Le temps ainsi se convertit en argent et l'argent devient la mesure du temps. Mais ce qui est moins bien perçu ou même totalement occulté, c'est que l'argent est *créateur de temps*. Certes, nous percevons bien que la possession de l'argent permet de dégager du temps de loisir, du temps de réflexion (si les citoyens grecs faisaient travailler les esclaves, c'était aussi pour avoir du temps à eux, pour ne pas être assujettis au temps qui passe), du temps pour la convivialité et pour la vie domestique. Mais il y a bien plus : l'argent crée du *temps historicisé*. Les sociétés développées où les gens ont de l'argent ne vivent pas dans le même temps que les sociétés non développées ou en développement. Les premières vivent au XXI^e siècle, les autres vivent au XVIII^e ou au Moyen Age, les premières vivent au rythme des e-mails, du fax, du téléphone portable, du transport aérien, les autres au rythme des saisons et de la charrue. Les sociétés développées vivent et dans *l'urgence* (les Italiens le disent souvent : l'avenir sera construit par les nations les plus rapides, cf. également les travaux de P. Virilio) et dans le futur. Les autres vivent dans une certaine « lenteur » et dans l'instant présent (les habitants des favelas au Brésil ne pensent pas au futur : « Le futur c'est aujourd'hui ou demain, après on ne sait pas » nous dit un *favelado*). Les premières vivent dans un monde de services et dans un univers de plus en plus imaginaire et virtuel, les autres dans un monde de la production et dans un univers terriblement réel. Les Occidentaux vivent dans un temps *monochrome* (E.T. Hall) et les autres sont pris dans un temps *polychrone*. Si le temps *monochrome* est celui des horloges, temps linéaire qui s'impose à tous et s'inscrit dans une perspective pragmatique et non ontologique de l'existence, le temps *polychrone* porte l'empreinte de la symbolique sociale et se caractérise par la multiplicité des faits se déroulant simultanément.

Le deuxième temps signifie que la vocation de l'homme est de mener à bien toutes ses « transactions » en respectant les normes de la société (s'exprimant dans les fêtes, les rites et une conception du sacré), plutôt que par une adhésion

à des horaires fixes, sans signification existentielle. Enfin les Occidentaux peuvent et veulent vivre ; le temps est le temps de la carrière, de la jouissance, de la vie tout court, les autres luttent, le plus souvent, pour leur simple survie. A chaque moment ils se demandent : comment continuer ? Le temps n'est plus un temps « vécu », il est un temps « combattu » et il risque toujours d'amener de nouvelles douleurs et de déboucher sur la mort. « Le temps, c'est de l'argent » signifie donc que l'argent est l'élément discriminant de la vie et de la mort. Il engendre donc une conception de l'histoire de l'humanité, et désigne donc rationnellement ceux qui ont le droit de vivre et ceux qui luttent encore pour ce droit.

L'argent a aussi un rapport à l'espace et sur ce point encore G. Simmel a été un précurseur. La vie de l'argent se développe dans des espaces appropriés : espaces marchands, banques, assurances, institutions de protection sociale. L'argent crée aussi des espaces. Il éloigne les pauvres des riches (banlieues et zones résidentielles), les hommes à haut statut de ceux à bas statut (renforçant ainsi les distinctions). Chaque personne dans sa classe sociale connaît ses « périmètres » d'existence et ne va pas sur les territoires des autres (certains vont à l'opéra, d'autres dans les bistrotts, etc.). Personne n'habite le même territoire et tout un chacun sait où il sera bien accueilli ou au contraire rejeté.

Par le truchement du temps et de l'espace, l'argent crée ainsi un monde ordonné, où chacun trouve une place (qui ne lui sied pas toujours naturellement), une manière d'être qui satisfait le besoin de classement et de prévision des êtres humains. Sans l'opérateur argent, la société occidentale n'aurait jamais pu faire de la rationalité instrumentale l'ordonnatrice de la vie sociale.

Le triomphe des moyens sur les fins ou comment le moyen devient fin

Cristallisation du désir, agent d'abstraction, l'argent possède une force considérable. Il devient, comme le pensait Simmel, « la valeur la plus absolue ». « La valeur de l'argent en tant que *moyen* augmente avec sa *valeur* en tant que *moyen* jusqu'au moment où il devient une valeur absolue et où s'achève la conscience du but en lui. » Le moyen est devenu fin. La hiérarchie sociale n'a plus besoin de s'appuyer sur l'affection, la reconnaissance, la déférence ou le prestige mais sur la capacité des individus à maîtriser une science des moyens.

L'argent permet donc de favoriser une centration sur les moyens, sur la question « comment » et d'évacuer la question existentielle fort préoccupante et à laquelle les hommes n'aiment guère répondre : « Pourquoi ? » : quel est le sens de ce qui est entrepris ? En permettant d'oublier la question des fins ou plus exactement en faisant du moyen une fin en soi, l'argent a favorisé la victoire de la rationalité instrumentale au détriment de la rationalité des fins (bien plus complexe à définir et à établir). Ce faisant, il permet, comme le montrent Simmel et Moscovici, une économie d'effort (il est bien plus simple de s'intéresser à un moyen, dont l'essence est manipulable, qu'à une fin qui peut toujours être l'objet de réflexion infinie). Il permet de faire fonctionner le

principe du moindre effort énoncé par Zifp selon lequel tout homme essaie de minimiser les efforts à accomplir pour atteindre un but déterminé ou encore le principe de tendance à la réduction de tension évoqué par Freud.

Cette focalisation sur le moyen devenu fin-valeur absolue renforce le caractère fétiche de l'argent qui s'étaye, de plus, dans nos sociétés sur la transformation progressive, opérée par l'argent lui-même, des relations humaines et sociales en rapports réifiés, chacun s'identifiant au moyen vénéré et se transformant en moyen (les hommes actuellement sont obsédés par une idée : sont-ils toujours vendables et monnayables ?) et oubliant qu'il est une fin en soi.

Cette transformation de l'argent en fin et de l'homme en moyen est la plupart du temps masquée. Si on peut comprendre que Montesquieu puisse écrire : « C'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces il y a du commerce et que partout où il y a du commerce il y a des mœurs douces » appuyé par le célèbre S. Johnson qui s'exclamait : « Il est peu de façons plus innocentes de passer son temps que de l'employer à gagner de l'argent ». Il est plus étonnant de lire chez Keynes ces lignes : « La possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs. Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens. » Comme quoi, le fétiche a une vertu extraordinaire : de pouvoir être adoré et en même temps dénié, ce qui lui donne une force incommensurable.

S
SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

L'ARGENT OU LA MAGIE DE L'IMAGINAIRE

Jacqueline Barus-Michel, Desclée de Brouwer, 1999

L'argent, moyen social d'échanges économiques, est d'abord et de principe un représentant de la valeur marchande attribuée à la chose contre laquelle il s'échange, valeur qui peut fluctuer dans le temps et selon les lieux de transaction, en fonction de l'offre et de la demande (on sent bien déjà qu'il s'agit de désir). Son caractère conventionnel associé à la notion d'échange lui confère sa fonction symbolique : abstrait, même s'il a des supports concrets qui sont toujours des représentants convenus, signes du signe (le billet ou la pièce pour l'argent), il code et médiatise des rapports entre partenaires sociaux, et circule conventionnellement en lieu et place de biens réels ou virtuels...

Symbole et/ou substance

Pourtant le terme d'argent est rarement employé par les économistes ou les financiers, comme s'il avait débordé, par excès à la rigueur, de sa fonction symbolique. Il a acquis en revanche dans l'usage courant des significations lourdes où la phénoménologie se retrouve : c'est le métal mythique, absent-présent, partout et nulle part, la *substance magique* qui évoque la suffisance, la puissance, leur inverse et leur excès. « J'ai de l'argent, j'en ai », « Je suis plein aux as », « As-tu de l'argent sur toi ? », « Il est sans un, il n'a plus rien », « Il ne sait plus quoi faire de son argent ». C'est de l'or démocratisé : l'or, tout le monde n'en avait pas, il avait un éclat divin, privilégié, aristocratique, royal. L'argent est plus familier, il se gagne en principe selon le mérite (« Cet argent, je l'ai bien gagné ») et devient une estimation de sa propre valeur (« Je vaudrais plus que ça ». « Combien pèse-t-il ? »). Il ne peut se confondre avec ses traces matérielles (billets, pièces) qui, de plus en plus abstraites (puces, codes), le rendent à sa vertu de *substrat du possible*, substance symbolique et mystérieuse du désir. La magie de l'argent, c'est ce pouvoir sur les choses manifestant l'être mais lié à l'avoir (« Avec de l'argent on peut tout faire »).

Carrefour de représentations

Ceci n'épuise pourtant ni la réalité des fonctions, ni les significations qui sont données à l'argent, et sont opérantes dans l'expérience des individus. La fonction première, symbolique, est toujours recouverte par l'imaginaire des *représentations*, images latentes et inductrices, diverses et singulières. Ces représentations et les conduites qui en découlent se construisent au carrefour de différents facteurs : contexte socioculturel, statut économique, milieu familial, structure psychique, équilibre de l'environnement. Retenons au moins trois registres.

– Macrosocial : l'argent prend son sens dans une société en fonction d'une situation historique dans laquelle des systèmes économiques sont mis en place. L'argent n'a pas le même statut dans un système capitaliste ou dans un système collectiviste. Les individus, selon les générations auxquelles ils appartiennent, sont marqués par la spécificité de ces systèmes, par celle aussi d'événements historiques qui les font ou les défont : guerres, crises, récession, croissance.

– Socioculturel : chaque individu est marqué par son propre milieu, ses appartenances, son entourage familial, ses options idéologiques ou les modèles et les valeurs partagés et intériorisés. L'éducation et les influences de ce milieu confèrent à l'argent un statut qui conditionnera des attitudes spécifiques.

– Individuel et subjectif : des représentations socialement induites rencontrent le fantasme, l'argent prend peu à peu place dans l'histoire du sujet comme représentant possible (signification plus chargée affectivement et en partie inconsciemment) des désirs et des angoisses de l'individu générés dans un rapport à des objets fantasmatiques induits par les relations parentales précoces et les satisfactions, trouvées ou pas, au besoin d'amour, de sécurité et de plaisir.

Objet transitionnel

L'argent joue le rôle d'objet *transitionnel*, parce qu'à l'interface du psychique et du social, de l'interne et de l'externe : il est ce qui est investi comme objet interne, représentant de soi, du sujet lui-même, attribut propre, et en même temps ce qui est support proposé par le social, permettant de prendre part à ses dynamiques, au jeu des échanges. Avec l'argent, on peut s'essayer dès l'enfance à des négociations avec les autres qui remanient les dispositions internes. Comme objet transitionnel, il est, par étapes, affecté de différentes valences qui favorisent, ou non, les tractations avec le monde extérieur.

Au fur et à mesure que le sujet (je parle ici de sujet plutôt que d'individu en tant que celui-ci est engagé dans une dynamique de maîtrise de son expérience), au fur et à mesure donc que le sujet passe de l'enfance à l'adolescence puis à l'âge adulte, l'argent est investi de significations différentes. Il suscite des représentations et des attitudes variées, et peut-être contradictoires suivant les phases du développement, du fait des modes d'échanges dans lesquels le sujet est entretenu par son entourage, de par ses modes d'investissement affectifs. Il peut se trouver, à certains moments, pris dans des dynamiques conflictuelles dues à des représentations paradoxales qui tiennent au recouvrement de plusieurs stades psychiques et contextes sociaux. Ainsi, dans la petite enfance, l'argent apparaît comme un *cadeau*, un jouet : la pièce ronde et brillante, le *billet-image*, que l'adulte sort de ses poches et agite sous le nez, c'est un objet magique, qui s'échange contre un baiser et véhicule de l'amour. Les comportements de l'enfant s'accordent à cet imaginaire, la tirelire abrite un trésor et une promesse de bonheur.

Cet échange affectif va laisser des traces. Quand l'enfant grandira, le cadeau deviendra une *récompense* en échange d'un effort, la valorisation d'une conduite et aussi la possibilité de s'approprier un objet convoité. Ainsi, des phases et des règles d'échange se mettent en place : effort – récompense – conversion – appropriation. L'argent opère la transition du sujet à l'objet en passant par une relation à l'autre en double position : celui qui donne l'argent contre la bonne action (parent), celui qui le prend contre un objet qu'il détient (commerçant). Peu à peu l'argent devient une *rétribution*, inscrit dans une réciprocité quasi contractuelle ; échange comptable et marchandage entrent dans les jeux de l'enfant comme dans ses rapports avec les autres. L'argent est devenu un *dû*. L'argent de poche est réclamé et reçu avec régularité, géré, intégré dans des projets. Il signe l'engagement dans une relation et dans le temps : Le devoir et la dette se superposent au plaisir et à l'amour, le désir est passé sous les espèces de l'argent.

On passe insensiblement à l'étape de l'argent *gagné* par une démarche active, pour le compte d'un autre, ordonnateur et contractant ; il devient la reconnaissance sociale d'un travail (service) où l'amour n'a plus cours. L'argent prend alors la figure du *salaire* et l'adolescent, ou le jeune adulte, se sent en droit d'exiger qu'il mesure le travail accompli selon des critères socialement reconnus. Le maniement de l'argent implique la reconnaissance de *lois* qui tâchent d'exclure l'arbitraire des sentiments (bons ou mauvais, d'amour ou de haine), des exigences du désir. Les autres, outre des contractants, sont devenus des *adversaires* : la négociation n'est que la forme douce du conflit latent. Les exigences antagonistes sont régulées par la législation. Chacun a des droits et des devoirs que l'argent symbolise en soldant, acquittant, réparant, indemnisant.

Ces significations de l'argent ne se succèdent pas selon des distinctions tranchées. Les différentes phases et leurs représentations associées restent sous-jacentes et agissantes, et le sujet peut se tenir en même temps dans des logiques décalées, et même contradictoires, parce que concomitantes dans des registres différents, conscients, inconscients, affectifs, rationnels.

L'être et l'avoir

Nous voilà bien dans la problématique de l'être et de l'avoir que l'argent condense, convertit en ses espèces, avec, entre les deux, le paraître. *L'être*, c'est le sujet qui trouve sa propre représentation dans l'argent auquel il s'identifie. *L'avoir*, ce sont les objets dont l'argent est censé tenir lieu, dont l'appropriation forcenée, la perte ou la destruction, engagent dans un jeu de vie et de mort, de désir et d'angoisse, d'amour et de haine. *Le paraître*, c'est le fétichisme, la confusion entre le sujet et l'objet : le premier prend ses objets pour son désir, il jouit de son argent sans pouvoir s'adresser à l'autre ; il y a coalescence du sujet et de l'objet. Confondu avec l'être et l'avoir, substitut vital, l'argent perd sa première nature symbolique, il échappe à

l'ordre de la loi et devient une condensation du désir innommé, un équivalent de la *passion*, de ce pourquoi on tue [...].

Tout un vocabulaire manifeste cette problématique de l'être et de l'avoir dans ses allers-retours ambigus : s'acquitter, se dédouaner, dédommager, indemniser, c'est toujours engager l'avoir pour l'être, chose d'ailleurs admise socialement puisque l'argent, s'il est symbole, l'est dans une société marchande où chaque chose a son prix quoiqu'on en ait, y compris le malheur ou la vie (les assurances et les tribunaux élaborent bien des barèmes de l'intime).

Conversions

L'argent n'est donc pas un symbole ordinaire, il est un *symbole quantifiant*. Convertisseur de qualitatif en quantitatif, il objective la subjectivité en ne donnant de valeur que chiffrée. Les valeurs morales et affectives, les élans pulsionnels sont transmués, convertis (comme on dit d'une devise), en prix, en coût. Il chiffre le désir.

Là aussi, à ce niveau préconscient du social, l'argent glisse froidement du *symbolique au substitutif* : tout doit avoir son prix, et le sujet lui-même s'évalue, se fait évaluer ou dévaluer, en termes quantifiés, monnayables, à travers son temps, son énergie, sa production. Il vaut, et il est, ce qu'on le paie, l'argent qu'on lui donne ou qu'il coûte ; disqualifié, il se récupère dans ce qu'il vole. Il n'est plus étonnant que l'argent soit confondu avec la puissance, puis avec le pouvoir, ni que la morale disparaisse du champ : si l'argent n'a pas d'odeur (et comment les chiffres en auraient-ils ?), le pouvoir n'en a plus ; s'il lui reste des remugles de par où il est passé, qu'il est un peu sale (attention, sale n'est pas honteux, la honte c'est pour ceux qui n'ont pas d'argent !), il suffit de le blanchir ; simple déplacement, petit détour destiné à masquer les provenances, qui n'a rien à voir avec un retour de conscience morale. Il n'y a de valeur que marchande. La seule question est : combien ? Le cynisme à l'ordre du jour.

Opérateur psychosocial

Retenons-nous d'être négatifs. L'argent est un *opérateur psychosocial* : son introduction dans l'espace du sujet comme représentant intermédiaire entre lui et les autres, lui et lui-même, lui et l'objet, en fait un instrument privilégié d'expression et de construction que le sujet manie au cours des étapes de sa vie, et par lequel il se signifie. A travers ce maniement, il est en même temps induit à s'inscrire dans un système social et à y négocier sa place.

L'argent est le support des tractations psychiques (estimation de soi, de sa valeur, de son identité, de son idéal), psychosociales (obtention de reconnaissance, de satisfaction, de rétributions), socio-économiques (inscription dans des systèmes d'échange et d'acquisition). Il reste un substitut imaginaire par l'équivalence qui s'opère entre le sujet et son argent au-delà de l'équivalence

SUJET

argent-objet marchand. Derrière le potentiel qu'il représente, il devient la marque de la toute-puissance du sujet, ce talisman qui soumet magiquement les choses et les êtres, ce condensé imaginaire du désir, cette lumière argentée de l'être. Jamais dans le seul statut symbolique, toujours sous l'emprise de l'imaginaire. Les bulles spéculatives sont la meilleure concrétisation métaphorique de cette inflation imaginaire, de cette surenchère de la toute-puissance qu'illustre ce mot impayable d'Alan Greenspan (Banque centrale américaine), béat devant les grimpées du Dow Jones (en juin 98 !) : « Il est possible que nous ayons dépassé l'histoire ! »

L'euro, en venant superposer son symbole arrogant aux francs et familiers représentants de nos valeurs, fait remonter des angoisses ajoutées aux paniques millénaristes ; nouvelle et inquiétante figure de notre bel argent, il renvoie chacun à son passé, à ses premiers apprentissages, à cet âge balbutiant où la marchande prenait les pièces dans notre porte-monnaie et les comptait sous notre œil incompréhensif. En même temps il est le passeport pour une nouvelle jeunesse, un élargissement identitaire, il nous fait Européens, plus forts, plus grands, plus beaux ! Chacun est converti en étranger de sa propre et vieille monnaie en même temps qu'il est doté d'un talisman nouveau qui le régénère. L'euro, c'est l'argent vif, enflammé par l'imaginaire, sésame d'un nouvel âge, clé d'or d'un nouveau millénaire, capable aussi, comme un alcool trop fort, d'égarer dans les vapeurs de l'ivresse, précipitant à bas l'espérance. L'euro est une des dernières incarnations de l'argent, mais non l'ultime, cet argent magique, apparu comme un nouveau-né au 1^{er} janvier 1999, rayonnant symbole nimbé d'imaginaire.

ANALYSE ET SYNTHÈSE

Document 16

LES MÉTAMORPHOSES DE L'ARGENT

Philippe Cabin, éditions Sciences humaines, janvier 2001

Pièces de métal, billets de banque, puis chèques, dépôts bancaires et enfin monnaie électronique : l'histoire de l'argent est celle de sa dématérialisation. Quelles sont les conséquences de cette mutation sur les pratiques et les représentations de l'argent ?

« Qu'est-ce que la civilisation ? C'est l'argent mis à la portée de ceux qui en possèdent », affirmait l'écrivain Georges Darien dès 1898. Aujourd'hui, et plus que jamais, l'argent est un des symboles de la société moderne. Il suscite fascination (*Qui veut gagner des millions ?*) et aversion (l'argent roi et son pouvoir occulte). Il déclenche l'avidité et le conflit, il est en même temps une source de la régulation sociale. Il est vecteur de prestige et a un parfum de péché et de scandale. C'est sans doute pour ces raisons qu'il est difficile d'en parler. S'il est communément admis qu'il n'a pas d'odeur, on peut aussi dire qu'il n'a presque plus d'image. Les pièces et billets émis par la banque centrale ne représentent plus qu'une infime partie de l'argent en circulation. L'essentiel passe par des jeux d'écriture : quand une banque accorde un crédit, elle crée de la monnaie par le simple fait d'inscrire le montant du prêt sur le compte de son client. Il suffit de présenter sa carte bancaire pour s'acheter un magnétoscope ou régler une note de restaurant. Ce processus de dématérialisation n'est-il qu'un aménagement technique (après tout, une carte bleue est plus pratique qu'une liasse de billets de banque) ? Ou va-t-il transformer fondamentalement notre rapport à l'argent ? Risque-t-il notamment d'affecter la fonction de lien social de la monnaie ? Ces questions mobilisent un nombre croissant de chercheurs en sciences sociales. Ces travaux ont la particularité de s'inscrire dans une démarche pluridisciplinaire et cherchent à étudier l'argent dans ses diverses dimensions : économique, mais aussi sociale, historique, psychologique, anthropologique.

L'argent de Simmel

En dépit de l'importance de son rôle social et culturel, l'argent ne fait pas partie des thèmes canoniques des sciences de l'homme. Il constitue certes un des principaux objets de la science économique, mais il n'y est le plus souvent traité que comme un outil (les économistes ne parlent d'ailleurs pas d'argent, mais de monnaie, de revenu, d'épargne ou de crédit), réduit à trois fonctions traditionnelles : unité de compte, de paiement et de réserve. En outre, dans l'analyse économique classique, la monnaie n'est qu'un « voile », elle n'a pas d'incidence

S
SUJET

ANALYSE ET SYNTHÈSE

notable sur l'activité. Keynes remettra en cause ce credo en soutenant que la création monétaire peut relancer l'économie et donc permettre de lutter contre le chômage.

Certains penseurs du social ont abordé la question du statut et des fonctions de l'argent : Tocqueville, Marx, Weber, Habermas, Luhmann notamment. Mais c'est au sociologue allemand Georg Simmel (1858-1918) que l'on doit la seule véritable analyse globale de l'argent comme support et comme manifestation de la société moderne. Dans son célèbre ouvrage *Philosophie de l'argent*, il montre comment la diffusion de l'argent participe à l'émergence de la liberté individuelle. Simmel fait de l'échange et de ce qu'il appelle « l'action réciproque » les fondements de la vie sociale. L'argent permet de mesurer et d'objectiver ces échanges. De par son statut d'équivalent général, il est le seul bien qui permet tous les usages ; dès lors, sa substance et sa valeur intrinsèques s'effacent devant cette fonction. Avec de l'argent, je peux acheter ce que je veux, contrairement à l'échange de bons procédés, qui me lie à une personne. Mais parallèlement, l'argent tend à se transformer en signe pur, et à devenir une fin, et non plus un moyen. Par ce processus d'abstraction, et par la substitution du quantitatif au qualitatif qu'il entraîne, l'argent rend la société plus rationnelle et plus impersonnelle. En définitive, il a une action paradoxale : il a un rôle émancipateur, mais en même temps, il appauvrit les relations sociales en privilégiant la valeur des choses par rapport à celle des personnes.

Cette contradiction pointée par Simmel s'accroît aujourd'hui par l'accélération du processus de dématérialisation. L'essentiel de la monnaie en circulation est virtuelle elle n'existe que par des chiffres inscrits dans des fichiers et par des données qui transitent *via* des circuits électroniques. Si le constat est unanime, les interprétations divergent quant à ses significations et ses conséquences.

Le crépuscule de l'échange ?

L'histoire de la monnaie est celle de sa dématérialisation. Les premiers supports d'échange et de commerce prennent la forme de grains, en Mésopotamie, entre 9000 et 6000 av. J.-C, puis de coquillages en Chine aux environs de 1200 av. J.-C. Les premières pièces sont frappées, d'après Hérodote, en Asie Mineure, vers 687 av. J.-C. Les Européens ne connaîtront la monnaie papier qu'au XIII^e siècle, par l'intermédiaire de Marco Polo, qui découvre cette pratique en Chine. On passera ensuite de la monnaie fiduciaire (les pièces et les billets) à la monnaie scripturale (qui émane d'une banque et qui prend la forme d'écritures sur des comptes et de chèques), et aujourd'hui à la monnaie électronique (cartes bancaires, virements automatiques). L'argent n'est plus, selon la formule de Jacques Adda, qu'un « signe de pouvoir d'achat ».

Cette métamorphose, cette dissolution continue, résulte d'abord du besoin de rendre les transactions plus faciles, en matière de transport, de sécurité. Il est plus sûr de recevoir son salaire sous forme de virement automatique que de devoir aller déposer des espèces ou un chèque à la banque.

Mais, pour Marc Guillaume, l'essor de l'hypermonnaie dans tous les secteurs (consommation, finance, transports, administration, santé) traduit une euphémisation de la violence de l'échange monétaire : le paiement électronique est indolore, on n'y éprouve pas, comme lorsque l'on s'acquitte d'un achat avec de la monnaie sonnante et rébuchante, une perte. Si elle facilite et accélère la circulation de l'argent, l'informatique en garde aussi la trace : elle le rend donc mémorisable et contrôlable.

Le sociologue Aldo Haesler approfondit cette analyse, en étudiant les effets de l'usage de la carte bancaire. Celle-ci, affirme-t-il, induit une véritable révolution anthropologique, et ce de plusieurs manières. En premier lieu, elle annonce un « crépuscule de l'échange » : l'acte commercial par carte bancaire n'est plus une transaction, il n'a plus de dimension réciproque. Il se réduit à un acte technique et l'instrument de paiement n'est plus qu'un simple média. En second lieu, la carte s'apparente à un document personnel, qui nous identifie, et qui, par ailleurs, nous est octroyé (ou pas) par l'établissement émetteur. Il y a donc une repersonnalisation qui rompt avec l'anonymat de la monnaie fiduciaire. Cette nouvelle forme d'identification nous place dans une logique de contrôle qui ne fait que traduire une transformation globale de l'ordre social : le passage d'une société disciplinaire à une société de contrôle. « Le contrôle social tend à être assuré de plus en plus par de purs mécanismes monétaires ; le pouvoir, que ce soit la coercition directe ou la violence structurelle, régresse de manière continue... ». Enfin, la carte est une invitation continue, voire une injonction, à consommer librement et à s'endetter. Selon les enquêtes d'A. Haesler, elle procure aux personnes un sentiment de légèreté et de placidité qui lève les inhibitions.

Une des manifestations de cette évolution est l'augmentation massive des situations de surendettement. Comme le note le psychologue Michel Gardaz, il a toujours existé des dépensiers compulsifs. Mais aujourd'hui, cette disposition n'est plus l'apanage de personnalités pathologiques ou de fils de bonne famille, elle s'est démocratisée. Raison principale : la généralisation du crédit, et plus globalement le système que forment ensemble le crédit et la consommation. On peut dépenser ce que l'on n'a pas. Il est possible d'acheter une voiture neuve sur un simple coup de cœur, tout est prévu par le constructeur : financement, carte grise, assurance, maintenance. Il semble par ailleurs que nous ne soyons pas au bout du processus d'électronisation de la monnaie. L'économiste américain Robert Guttman anticipe l'essor d'une monnaie Internet : des sociétés offriront du crédit directement à leurs clients sur le Web, sans passer par les banques : une partie de la monnaie risque donc d'échapper au système bancaire à moyen terme.

Notons cependant que l'argent électronique n'a pas encore entraîné la disparition de la monnaie fiduciaire. D'une part, on continue à l'utiliser pour les petites transactions quotidiennes (faire son marché, acheter son pain ou son journal) ou des opérations frauduleuses (l'argent liquide reste un bon moyen de garder

l'anonymat, même si les techniques informatiques permettant le blanchiment se perfectionnent sans cesse). D'autre part, l'hypermonnaie reste peu développée dans la plupart des pays pauvres, et dans les pays développés, l'accès à ce moyen de paiement restant à la discrétion des organismes de crédit, une partie de la population est exclue, de fait, de cet usage.

Un lien social avant tout ?

D'autres analyses amènent à relativiser les conséquences de cette dématérialisation. Dans cette perspective, la monnaie a une fonction de lien social qui lui est consubstantielle, et que le changement (ou la disparition) du support matériel n'affecte que partiellement. Ainsi, certains économistes cherchent à donner de la monnaie une vision pluridimensionnelle. C'est le cas de Michel Aglietta et d'André Orléan, pour qui la monnaie est une expression de la souveraineté, mais plus généralement « des valeurs globales de la société ». Selon A. Orléan, le « *In God we trust* » imprimé sur les dollars américains atteste de cette convocation du tout social. L'argent n'est donc pas qu'un médium de l'échange, il est aussi un opérateur d'appartenance collective : en témoignent les controverses consécutives à l'introduction de l'euro, vécu dans certains pays comme un abandon de l'identité nationale. Au point que l'on a limité l'iconographie des billets en euro à des façades d'immeubles dessinées par ordinateur, et que l'on a pris soin de n'y mettre aucun personnage, ni aucun élément pictural ayant une connotation symbolique, afin de ne choquer aucune susceptibilité nationale. Plus généralement, ce courant de recherche, qui s'inscrit dans la démarche de la socio-économie, reprend à son compte une hypothèse émise par les anthropologues qui ont montré, en observant des populations dites primitives, le rôle capital de la dette et du don dans la structuration des relations sociales. Ainsi, soutient Jean-Michel Servet, « la monnaie est intrinsèquement liée au lien fondamental qu'est la dette » et cette dernière est « le lien social qui définit ce que sont les sujets dans telle ou telle société ».

Ce statut de lien social est fondé sur la confiance. Quelle que soit la forme monétaire, sans confiance, pas de monnaie : on peut le constater aujourd'hui avec les réticences qu'engendre le paiement électronique sur Internet ou les déboires de l'euro sur les marchés des changes. Pour J.-M. Servet, nous restons donc au sein d'une structure générale de dettes, et les dimensions anthropologiques et culturelles de la monnaie n'ont pas disparu : elles se manifestent autrement. On ne peut pas tout acheter, on ne peut pas transmettre de l'argent en toutes circonstances.

Rapport à l'argent et condition sociale

Dans l'enquête qu'il a dirigée sur les conditions psychosociales du passage à l'euro, J.-M. Servet voit les indices des limites d'une abstraction de l'argent. La monnaie sert à exprimer des prix et des ordres de grandeur. Dès lors, la transition vers l'euro passe par l'apprentissage d'un nouveau code monétaire (échelle

des valeurs et prix, nouvelles décimales, etc.). Ainsi, les tarifs « psychologiques » (99 F) vont devoir être reconsidérés par les commerçants. Le changement de devise va aussi nécessiter la reconstruction d'une mémoire des prix, qui détermine les comportements de dépense et d'épargne. Or, une étude réalisée en 1997 montrait que seules 12,5 % des personnes étaient capables de convertir mentalement des francs en euros, que 32 % y arrivaient avec une calculatrice et que 34 % ne parvenaient pas à poser la division dans le bon sens. Ces difficultés ne sont pas que de nature cognitive, elles sont corrélées avec les difficultés d'insertion des gens (ce sont les personnes les moins bien intégrées qui rencontrent le plus de problèmes). Des enquêtes en psychologie sociale mettent en évidence la manière dont se structurent les conceptions de l'argent, comment elles varient selon l'âge, les conditions sociales, etc. Chez les enfants, l'argent est d'abord associé à la notion de cadeau, avant de devenir une rétribution inscrite dans une relation de réciprocité. Mais ce n'est qu'à l'âge adulte qu'il renvoie au travail (qui procure de l'argent) et au bien-être (qu'il permet par l'acquisition de biens ou de services). Les valeurs relatives à l'argent ne font pas que refléter une personnalité : l'économe, l'hédoniste. Le refus du crédit, au nom d'une morale du non endettement, est socialement distribué, en fonction du cycle de vie et de la situation sociale. En même temps, il semble que la norme « bourgeoise » de la bonne gestion (l'argent doit se gagner, il faut dépenser en fonction de son revenu et de l'utilité des biens) soit globalement en recul au profit d'une mentalité de crédit, un constat qui confirme l'hypothèse des effets du système crédit-consommation.

Les usages monétaires sont aussi déterminés par des traditions culturelles, ainsi qu'en atteste une étude de 1994 sur les moyens de paiement utilisés dans les différents pays européens pour un achat important (plus de 10 écus) : 46,6 % des Français préfèrent utiliser le chèque, contre 24 % des Britanniques, 7,7 % des Belges et 1,9 % des Espagnols. A l'inverse, l'argent liquide est adopté par 85 % des Grecs, 45 % des Allemands et 10 % des Français.

Un refus de l'abstraction ?

Il existe même, aux yeux de certains anthropologues, une résistance passive ; de la part des citoyens, contre l'abstraction de l'argent et la dépersonnalisation qu'elle entraîne. Elle se manifeste par exemple dans cet usage, observé en Italie, qui consiste à inscrire des messages de toutes sortes (plaisanteries, insultes, maximes, noms de stars ou de héros) sur les billets de banque. Fabio Mugnaini, qui a travaillé sur ce phénomène, précise néanmoins qu'il ne se pratique que sur des petites coupures. Viviana Zelizer, professeur de sociologie à l'université de Princeton, réfute elle aussi l'idée selon laquelle l'accélération des échanges rendrait la vie sociale plus froide, distante et calculatrice. Elle affirme que les gens façonnent à leur manière leurs transactions commerciales et incorporent la monnaie dans des réseaux personnalisés [...].

SUJET

L'argent a donc des statuts différents selon sa provenance et selon le contexte social. Les structures sociales et culturelles introduisent des restrictions et des contrôles au flot et à la liquidité de l'argent.

Ces recherches n'invalident pas l'idée de la dématérialisation, puisqu'elles éclairent des usages de monnaie « concrète ». En définitive, comme pour beaucoup d'autres objets sociaux, l'interprétation que l'on fait des mutations anthropologiques de l'argent dépend du niveau d'observation que l'on adopte. Si la réciprocité de l'opération de paiement se dissout avec la monnaie électronique, l'argent demeure nécessaire comme unité de compte, comme référent collectif, comme dette ou créance vis-à-vis de la collectivité. Cette exigence est en outre affectée par le processus de monétarisation de la vie sociale. La logique marchande et monétaire pénètre dans des sphères qui, jusqu'à présent, lui échappaient : la vie privée, l'école, le sport, les services de proximité, l'art. En témoignent l'inflation d'actions en justice en vue d'indemnisation ou de transaction monétaire dans des domaines de plus en plus nombreux : erreurs médicales, attentats, pollutions, accidents. L'argent est à la fois invisible et omniprésent.

ANALYSE ET SYNTHÈSE